

NOUVELLES

CSN

Numéro 352

11 décembre
1992



La pauvreté gagne encore du terrain

**Pour ressouder
la cassure**

Page 3

3

9

12

13

14



La pauvreté gagne encore du terrain

Douze ans de Reaganisme nous auraient-ils conduit dans un cul-de-sac insurmontable où notre société serait définitivement cassée en deux, les riches qui s'enrichissent d'un côté, et les pauvres en nombre grandissant de l'autre? Surgit la solidarité spontanée...



Une prof de cégep au fond de l'Amazonie

Militante syndicale et professeure en techniques infirmières au cégep de Saint-Jean, Claire-Andrée Leclerc a vu, de ses yeux vu, aux fins fonds du Brésil, les difficultés énormes de celles qui y luttent contre les épidémies.



L'information se porte mal

C'est le constat que fait Maurice Amram aujourd'hui, avec inquiétude, après douze ans à la présidence de la Fédération nationale des communications de la CSN.



Y a des limites à étirer l'élastique

Où comment le gouvernement, tout autant que les directions locales, est en train de jouer avec les nerfs des personnes touchées par la réforme du réseau de la santé et des services sociaux.



D'autres regards

Nous avons de bonnes raisons de vouloir conserver notre régime de santé-sécurité au travail, perfectible mais tout de même progressiste, lorsqu'on le compare à celui des autres. Le principal problème, c'est la judiciarisation.

SÉPARATION...
OU SOUVERAINETÉ-ASSOCIATION?



Coordination
Jean-Pierre Paré

Rédaction
Michel Crête
Guy Ferland
Louis-Serge Houle
Henri Jalbert
Thérèse Jean
Marc Laforge
Luc Latraverse
Lucie Laurin
Jean-Pierre Paré
Michel Rioux
Jacqueline Rodrigue

Collaborations
Jacques Guay
Michel Tremblay
Clément Trudel
Pierre Vadeboncoeur

Conception graphique
Jean Gladu

Mise en page électronique
Jean Gladu
Sophie Marcoux
Jean-Pierre Paré

Photographes
Alain Chagnon
Michel Giroux

Caricaturiste
Garnotte

Impression
Les travailleurs et travailleuses syndiqués CSN de L'Imprimerie L'Éclaireur de Beauceville

Les syndicats ont l'autorisation (et notre encouragement) de reproduire le contenu de NOUVELLESCSN dans leur journal.

NOUVELLES CSN est l'organe officiel de la Confédération des syndicats nationaux. Publié à tous les quinze jours, il est tiré à 32,000 exemplaires et distribué gratuitement dans les syndicats de la CSN à travers le Québec, à raison d'un exemplaire par dix membres, en principe. Pour recevoir des copies supplémentaires: CSN adressage, 1601 de Lorimier, Montréal H2K 4M5.

Rédaction: 514-598-2159 Distribution: 514-598-2233
Numéro central: 598-2121

Pour ressouder la cassure

Vous rappelez-vous? Ils juraient dur comme fer que la TPS servirait à réduire le déficit. C'était à l'automne 90, en même temps qu'on s'enfonçait dans la crise économique, dont les deux gouvernements s'évertuaient à nier l'existence. C'est l'inverse qui s'est produit: le déficit dépasse de sept milliards la prévision de cette année, pour atteindre \$34,4 milliards.

Vous rappelez-vous? Ils avaient promis des mesures transitoires pour contrer les pertes d'emploi à court terme entraînées par le libre-échange. Ensuite, ils ont dit que ces pertes d'emploi étaient dues à la crise et non pas au libre-échange. Donc, pas de mesures transitoires, mais ne vous inquiétez pas, la crise sera de courte durée, qu'ils disaient.

Vous rappelez-vous? Ils affirmaient que jamais, au grand jamais! ils ne toucheraient à l'universalité des programmes sociaux. Or c'est commencé pour les allocations familiales, les pensions de vieillesse et l'assurance maladie car vous comprenez, disent-ils, le déficit est en train d'exploser à cause de la crise, et cette crise est mondiale, vous savez, et donc on ne peut rien contre elle, mais ne vous inquiétez pas, il y a des signes de reprise aux États-Unis!

Vous rappelez-vous, pendant la campagne référendaire, cette grande annonce vantant la qualité de vie au Canada, situé au premier rang mondial selon les Nations unies? Un mois plus tard, les chiffres officiels de la pauvreté et du chômage nous ramènent aux pires creux de la crise de 1982, mais avec moins d'espoir d'en sortir. Car davantage qu'il y a dix ans, la pauvreté atteint maintenant les gens qui ont un emploi, même à plein temps, à cause de la prolifération des emplois précaires et mal payés. Au cours de la dernière année, en effet, ces emplois précaires ont augmenté de deux pour cent, pendant que les emplois stables diminuaient de un pour cent.

Vous rappelez-vous les sept années de prospérité entre la crise

de 82 et celle d'aujourd'hui, alors que les deux gouvernements n'avaient d'écoute que pour les gens d'affaires? C'était le temps, alors, de penser à réduire le déficit et à restructurer notre base industrielle devenue désuète par la courte vue patronale. Mais au lieu de cela, ils se sont employés à dénigrer les pauvres, pour ensuite faire passer la réforme de l'aide sociale; à dénigrer les syndicats, pour comprimer les augmentations de salaire et les coûts de la CSST; à dénigrer les chômeurs, pour réduire leurs bénéfices d'assurance.

Ils ont ainsi contribué à l'appauvrissement général de la société, mise à part une frange de privilégiés bien protégés par les abris fiscaux. Au Québec en particulier, le pouvoir d'achat des salariés a diminué de 3,5% pendant les années 80. Mais il y a pire encore que cet appauvrissement général: il y a la cassure de la société en deux, entre ceux qui s'en tirent, plus ou moins bien, et ceux qui n'ont même pas l'espoir de s'en tirer. Il y a le

potentiel de violence que recèle cette cassure, et qui parfois, comme dans un éclair la nuit, nous fait entrevoir comment sont fragiles les acquis de civilisation qui rendent la vie plus facile.

Comment ressouder ces deux morceaux avant qu'il ne soit trop tard? Comment faire en sorte que toute la société participe à la création et à la jouissance de la richesse collective? Comment créer des emplois stables qui permettront aux gens de faire des projets, d'avoir accès aux loisirs, à la culture et à la joie de vivre? Certainement pas en suivant la voie qui a conduit à la situation actuelle, certainement pas en écoutant ceux qui depuis dix ans, n'ont cessé de miner la solidarité sociale, y compris dans son expression la plus symbolique, l'universalité des programmes sociaux.

Mais peut-être en reconnectant entre elles, fil par fil, les initiatives de survie qui se multiplient en temps de crise, et qui par leur nombre et la convergence de leur orientation débouchent sur un point d'horizon, et finissent par insuffler, dans le cerveau engourdi des décideurs, une crainte salutaire pour leur propre survie.

Guy Ferland

COMMENT ÉPARGNER DE L'IMPÔT EN 1992

Les déductions fiscales ne sont plus l'apanage des riches. Un contribuable qui gagne 49 000 \$ peut réduire de 38 % son fardeau fiscal de 1992 en planifiant bien. Le réér demeure la pierre angulaire d'une bonne planification fiscale, mais il existe d'autres moyens de limiter l'appétit du fisc pp. 2-3

SEPT ABRIS FISCAUX POUR 1992

Régime enregistré d'épargne-actions, pétrole et gaz, R&D, le Fonds de solidarité, parts permanentes des caisses populaires, actions accréditives et investissements directs dans les condos, les abris fiscaux ne sont pas tout à fait disparus. La récolte 1992 est cependant plutôt maigre et bon nombre de contribuables devront se résigner à payer plus d'impôt cette année pp. 2 à 4

Pendant que la masse des salariés se fait siphonner à la source, la recherche des abris fiscaux continue d'être une grande préoccupation dans le monde des affaires, comme en témoigne le journal du même nom qui consacre régulièrement sa première page à ce sujet.

DE MEILLEURES VENTES POUR NOËL CETTE ANNÉE

Les commerçants anticipent une hausse de 7 à 10 % de leurs ventes dans le temps des Fêtes. Déjà, l'achalandage est plus élevé que l'an dernier dans les centres commerciaux pp. 2-3



Mais sur quelle planète vit-on, au journal *Les Affaires*, pour faire pareille prédiction? — Dans l'enclave bien gardée de ceux qui s'enrichissent quand la société s'appauvrit.



La demande augmente durant les Fêtes, mais Jeunesse au soleil maintient en permanence un service d'urgence. Silvia Zvolanekova, que l'on aperçoit en arrière-plan et qui apparaît en page couverture, assure la coordination de ce service.

Un panier aux 30 secondes

Rue Saint-Urbain, Montréal. En plein cœur du quartier multi-culturel de la métropole. Dans une école abandonnée par des étudiants venus à manquer, Jeunesse au Soleil, Sun Youth, a pignon sur rue depuis dix ans. Sur trois étages fourmille une armée de bénévoles, s'entassent des tonnes de denrées alimentaires, dans une atmosphère qui ressemble à la Société des nations tellement s'y côtoient des Québécoises et des Québécois de toutes origines et que fusent tantôt le français, tantôt l'anglais, ou encore une autre langue plus difficile à identifier. Preuve s'il en faut que la misère et la pauvreté n'ont pas de langue ni de couleur.

Cela ne fait pas cinq minutes qu'on a pénétré dans cette ruche que déjà plein d'images nous assaillent. D'abord, la bonne humeur des gens qui s'y activent, employés et bénévoles. Le téléphone ne cesse de sonner; on court dans les corri-

dors; les messages se transmettent avec une efficacité qui étonne à travers ce tohubohu. Et ces personnes, alignées sur des bancs en attendant leur tour, qui demeurent dignes malgré ce que la situation peut avoir de désagréable. Même dans le malheur, on conserve sa fierté.

7,000 demandes

Du 18 au 25 décembre, un panier de Noël sera remis à toutes les trente secondes, explique le responsable, Tommy Kulczyk. «On a déjà reçu plus de 7,000 demandes. On a atteint le maximum de ce qu'on peut faire pour les Fêtes. À moins que les gens se mettent à être encore plus généreux», dit-il. D'ailleurs, Jeunesse au soleil ouvre ses portes les 25 et 26 décembre aussi. «L'année passée, on a eu des files qui faisaient plusieurs coins de rues. 2,500 familles ont pu recevoir quelque chose. On espère pouvoir remplir les paniers pour ces deux journées.»

Noël à l'année

Mais si le temps des Fêtes en est un plus trépidant — jusqu'à 300 bénévoles, des étudiants, des retraités, viennent mettre l'épau-le à la roue — Tommy Kulczyk précise cependant que d'une certaine façon, «c'est un peu Noël à l'année».

En effet, tout un département est consacré au dépannage d'urgence. Deux personnes demeurent sur place 24 heures sur 24, pour parer au plus pressé. Des policiers, des ambulanciers envoient des gens frappés tout à coup par un sinistre, par un malheur. «Quand un malheur te frappe, il ne regarde pas quelle heure il est», dit Kulczyk.

Et à ceux qui soutiennent: Fermez vos portes! Ça va mettre le gouvernement face à ses responsabilités et le forcer à agir!, il répond. «OK! Mais qui va faire manger ces enfants demain matin?» Il sait bien qu'il faut agir à un autre niveau, celui des législations. Mais il sait aussi qu'il faut parer au plus pressé. «Le seul problème qu'on règle en donnant de la nourriture, c'est

la faim. Temporairement. Mais si on ne le fait pas, des gens vont mourir», doit-il constater.

En nous montrant les grands réfrigérateurs qui accueilleront bientôt des centaines de livres de din-des et de jambons, achetés grâce aux dons recueillis durant l'automne par l'équipe de l'émission CBF Bonjour, il a un mouvement qui trahit aussi une certaine impuissance puisque la faim, ça n'est jamais réglé pour très longtemps. On sait bien que ça revient le lendemain et que tout est à recommencer. Voilà un peu le cercle vicieux dans lequel ont à se débattre les organismes de première ligne comme Jeunesse au soleil.

Les ravages de la récession

Des organismes comme celui-là sont à même de suivre à la trace les effets dévastateurs de la récession, couplée aux politiques gouvernementales touchant aussi bien l'assurance-chômage que l'assistance sociale.

«Le monde qui vient nous voir change, dit Tommy Kulczyk. Cette année, on va donner un panier de Noël à un homme qui, jusqu'à l'année dernière, nous versait \$1,000. Il a tout perdu dans une faillite. On a sur nos listes d'attente des centaines de travailleurs dont l'usine ou l'entreprise ont été fermées.»

Ce qui l'amène à dire que les organismes doivent constamment s'ajuster aux besoins de la communauté. Il cite en exemple le Chic Resto Pop. «On peut y amener ses enfants. Quand il n'y avait que l'Accueil Bonneau pour les itinérants, ce n'était pas possible.»

Michel Rioux

La chaîne de solidarité de CBF Bonjour

Avec une émission menée de main de maître par Joël Le Bigot, l'équipe de CBF Bonjour, pour une deuxième année de suite, s'est lancée dans une vaste opération visant à «recréer une chaîne de solidarité».

Depuis environ sept semaines, les auditeurs sont appelés à former de telles chaînes et à verser des fonds pour l'organisme Jeunesse au soleil. Le tout a commencé un matin par une collecte devant les locaux de l'organisme, où toute l'équipe a recueilli auprès des passants et des automobilistes plus de \$20,000 durant l'émission.

«Il n'y a pas que de la générosité. Il y a aussi de l'inquiétude. Voir la société décrépir. Constaté que trop de gens sont en demande sur l'essentiel. Il y a comme un malaise qui s'installe quelque part quand les médias montrent et démontrent la situation. Les gens subissent ce malaise en rentrant chez eux, quand ils constatent qu'ils sont bien au chaud, que la table est bien mise et que le plafond ne coule pas, qu'il y a du manger dans le frigidaire pis du prélat dans la cuisine, comme on disait dans le temps. Cela devient absurde et fait prendre conscience qu'on ne peut pas se délier du lien social.»

L'animateur de télévision Claude Lafortune, qui ne compte pas les heures consacrées soit à visiter des détenus, soit à soulager des misères aux quatre coins du Québec, se souvient d'un appel lancé à l'émission de

Le Bigot, il y a quatre ans. Des milliers de vêtements bien emballés avaient été recueillis et remis le soir de Noël à plusieurs centaines d'itinérants venus participer à un repas. *«Il faisait moins 30° dehors. Les tuques, mitaines, bottes et manteaux avaient été fort appréciés»*, se souvient-il.

Il déplore cependant le danger d'une certaine folklorisation. Qu'on se dédouane en faisant un effort pour ensuite oublier les plus démunis le reste de l'année. *«La solidarité sociale, ça ne doit pas s'exercer seulement au référendum»*, dit-il.

Mais pourquoi le faire?

Joël Le Bigot explique de son côté pourquoi lui et son équipe se sont lancés dans cette aventure humaine. Il rappelle l'opération menée l'année précédente.

«C'était novembre. On s'est dit: Noël s'en vient. Est-ce qu'on peut, dans le contexte dans lequel vit notre cité, ne faire que préparer des bouffes pour Noël, que des partys de Noël? Quoi faire? Cela a donné notre émission à Dernier Recours. On a découvert une certaine horreur dans la misère. Des choses même

qu'il était impossible de rapporter tellement c'était dur. Il fallait faire se rapprocher les gens, pas les faire fuir.»

Leur but, explique-t-il, c'est d'ajouter un second niveau à la réalité de tous les jours, celle qu'on voit par la fenêtre, de chez soi, alors qu'on a la chance d'être bien au chaud.

«On aurait pu demander à nos auditeurs de nous envoyer de l'argent. On en aurait eu parce que nous partageons une grande complicité. Mais ce n'est pas ça qui importe. Le but de notre opération, c'est de recréer des liens qui se sont défait. Car ce qui est difficile, c'est la persévérance. Créer dans les esprits une véritable solidarité comme il n'en existe plus dans une grande ville comme Montréal.»

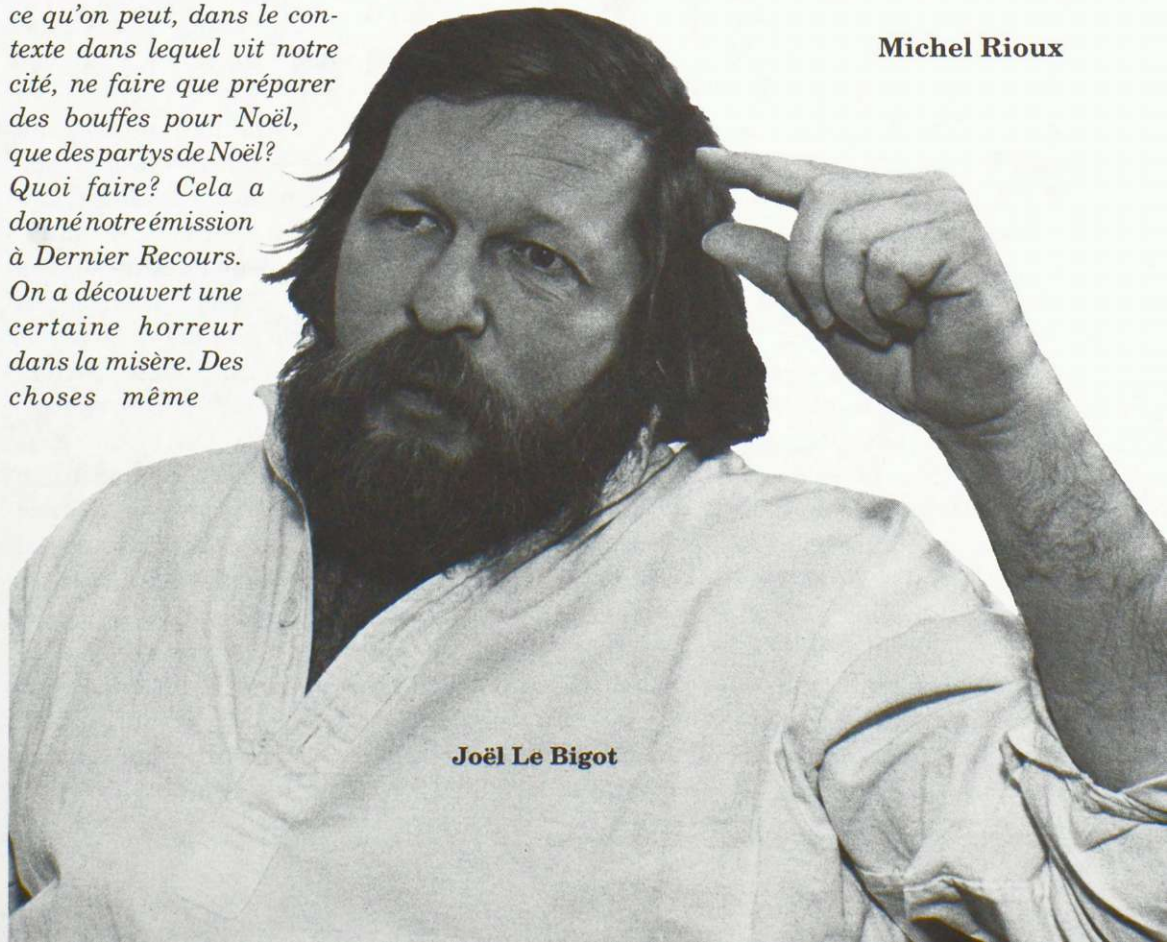
Il s'interroge: est-ce qu'on fait quelque chose de simplement palliatif? On donne parce qu'on serait mal à

l'aise à Noël si on n'avait rien fait? Il fournit lui-même la réponse. *«Je pense plutôt comme l'abbé Pierre et comme Margot Powell. Il faut faire ça, bien sûr. Mais c'est plus que ça qu'il faut changer. De là l'idée de cette année, qui implique un effort pour créer une chaîne de solidarité»* — dont les résultats, au moment de l'entrevue, se chiffraient à près de \$80,000 recueillis pour l'organisme Jeunesse au soleil.

Recréer la solidarité

Alors que le réflexe, souligne Joël Le Bigot, est plutôt de s'embarasser chez soi et de ne plus parler à personne, il pense avoir réussi, avec son équipe, à recréer une certaine solidarité, si on considère le nombre de lettres et de coups de téléphones reçus. *«On a tenté de "créer des liens", comme le dit si bien Saint-Exupéry dans le Petit Prince.»*

Michel Rioux



Joël Le Bigot

Yuppies aussi?

Un resto pop en plein Plateau Mont-Royal, chez les yuppies? Qui sert 120 repas par jour et doit refuser des gens? Ce qui semble pure fiction a pourtant son siège rue Rivard, dans le sous-sol de l'église Saint-Denis.

«On trouve, sur le plateau, un pourcentage élevé de sans emploi», déclare Johanne Lambert, organisatrice communautaire au CLSC Saint-Louis du Parc et, à ce titre, l'une des responsables de la mise sur pied du restaurant populaire. En fait, les résidents

du plateau se divisent en deux catégories: les peu scolarisés, qui comptent beaucoup d'immigrants, et les très scolarisés; et parmi ces derniers, on note une grande concentration de pigistes, qui se trouvent présentement en situation particulièrement précaire.»

C'est pour remédier à la fois au problème de la faim et du nombre élevé de sans emploi que le CIDEL (Centre d'innovations en développement économique local), le Carrefour justice et foi du plateau Mont-Royal, ainsi que les deux CLSC du plateau (Mont-Royal et Saint-Louis du Parc) ont eu l'idée de créer un groupe

communautaire qui serait en même temps une entreprise. Un restaurant, et non une soupe populaire. Un centre de formation pour les assistés sociaux, et non une entreprise qui profite du cheap labor offert par les programmes gouvernementaux.

Le fruit de l'apprentissage des uns...

Depuis janvier 1992, soit bien avant d'ouvrir ses portes au grand public, fin septembre, le Resto Plateau a dispensé deux sessions de formation (une troisième est en cours), d'une durée de 26 semaines, en cuisine d'établissement et en employabilité, reconnue par la Commission de la formation professionnelle. Déjà, trois bénéficiaires de ces sessions ont trouvé un emploi. Les



Johanne Lambert

organisateur aspirent à dispenser cette formation à 3 groupes de 15 assistés sociaux par année, puis à les aider à trouver un emploi dans une cuisine d'établissement.

«Nous visons principalement les 16-30 ans, et les communautés culturelles sud-américaines; c'est là que

Redonner espoir aux sans emploi

La lutte à la faim et à la pauvreté peut prendre les formes les plus variées, voire les plus inédites. Dans le cas du Garde Manger pour tous, c'est en devenant propriétaires, en 1985, d'un camion de 2 tonnes que quelques groupes communautaires du sud-ouest de Montréal ont pu augmenter de façon significative leur efficacité.

Au fil des années, pendant que les politiques gouvernementales faisaient s'accroître et s'étendre la pauvreté, le Garde Manger pour tous devenait un organisme essentiel à la communauté. Aujourd'hui, le camion distribue des vivres aux 36 groupes membres — des comptoirs alimentaires



France Edisbury

en grande majorité, mais aussi des centres d'hébergement et des garderies —, rejoignant ainsi 10,000 personnes par mois.

D'une année à l'autre, l'organisme multiplie ses services. Mais les besoins ne cessent de croître. Ainsi, en 1991-92, le Garde Manger a distribué 393,816 kilogrammes de nourriture, une augmentation de 27% par rapport à 1990-91.

Heureusement qu'il y a les dons!

Tous ces services, le Garde Manger pour tous les dispense grâce à la seule générosité des donateurs et la détermination des militants, Centraide et les gouvernements ayant fait la sourde oreille à ses multiples demandes de subvention. «Nous n'avons pas attendu le ministre Pagé pour distribuer des repas communautaires le midi aux écoliers», déclare France Edisbury, qui coordonne le plan de formation pour les moniteurs responsables des dîners dans les écoles. Dès le 1er octobre 1991, en effet, une centaine d'écoliers du quartier Petite-Bourgogne pouvaient prendre un repas chaud le midi, l'organisme ayant, grâce à des

dons, installé une cafétéria à l'intérieur même de l'école.

Par la suite, les mesures Pagé ont permis au Garde manger pour tous d'étendre ses services à 4 écoles primaires du quartier Saint-Henri, rejoignant ainsi 400 autres enfants. Mais point de cafétéria. Que des sandwiches et des crudités. Pour pallier aux limites de la générosité ministérielle, l'organisme a fait appel à celle des donateurs et acheté une soupère.

Et l'espoir?

Mais donner à manger ne suffit pas. Suivant en cela une tendance qui semble vouloir s'enraciner, le Garde Manger pour tous allie à cette fonction celle de redonner espoir aux innombrables sans emploi du

l'on constate le plus de difficultés d'intégration au marché du travail», reprend Johanne Lambert.

... sert à combattre la faim et l'isolement des autres

En apprenant la cuisine, ils apprennent aussi la confiance en soi, acquièrent des habitudes de travail, se font au travail en équipe. Et, comme le dit la publicité du Resto Plateau, leur apprentissage ne profite pas qu'à eux. Ce qu'ils apprennent permet à d'autres d'apaiser leur faim tout en sortant de leur isolement.

La population du quartier trouve au Resto Plateau des repas nutritifs et complets au coût modique de \$2.50. Les mieux nantis sont invités à déboursier un montant de solidarité de \$4.

«Les gens qui viennent manger au restaurant populaire sont des personnes âgées, des personnes seules, des immigrants, de dire Johanne Lambert. Pour ceux qui ne peuvent pas payer, nous avons conclu un arrangement avec la Société Saint-Vincent-de-Paul, qui nous achète des repas et leur donne des tickets.»

Même s'il n'a que deux mois d'existence, le Resto Plateau doit déjà refuser des clients. Bien sûr, on souhaite arriver à servir 200 repas par jour, alors qu'on en sert actuellement 120. Un rêve dont on ne sait s'il est réalisable. *«L'avenir nous le dira, tout comme il nous dira si la formation que nous dispensons est adaptée au marché du travail»,* déclare Johanne Lambert. **Lucie Laurin**

sud-ouest de Montréal. *«Nous offrons aux assistés sociaux que nous embauchons pour s'occuper des enfants le midi une formation en techniques professionnelles d'animation et en employabilité»,* reprend France Edisbury.

Et, pendant qu'elle m'entretient de son espoir qu'un généreux donateur leur offrira un camion réfrigéré pour remplacer l'actuelle minoune qu'il faut faire réparer de plus en plus souvent, je me dis qu'il faut une sacrée dose de conviction pour travailler à rebâtir la confiance en soi chez les défavorisés quand le tissu social s'émiette à vue d'oeil et que rien n'indique, chez les décideurs, qu'un changement de cap se prépare.

La part de la CSN

Durant la période des Fêtes, le Conseil central du Montréal métropolitain participe toujours active-

ment à la campagne CSN des paniers de Noël. Cette année, il a décidé de fournir un effort supplémentaire en s'associant au Garde Manger pour tous. *«Cet organisme intervient dans la partie la plus pauvre de Montréal. Nous avons invité nos syndicats membres, lors de l'assemblée générale, puis à l'occasion d'un envoi postal, à appuyer le Garde Manger pour tous en participant à une collecte de denrées alimentaires, explique Sylvio Gagnon, président du conseil central. Ce sont eux qui nous ont sollicités. Habituellement, notre réflexe est d'ouvrir notre porte-monnaie. Mais comme nos fonds diminuent, nous avons cherché un autre moyen de leur venir en aide, et nous avons décidé de nous impliquer activement.»*



Lucie Laurin

Attention à la dépendance!

Un mot revient souvent dans la bouche d'Annie Vidal, l'initiatrice du célèbre Chic Resto Pop: le mot «dépendance».

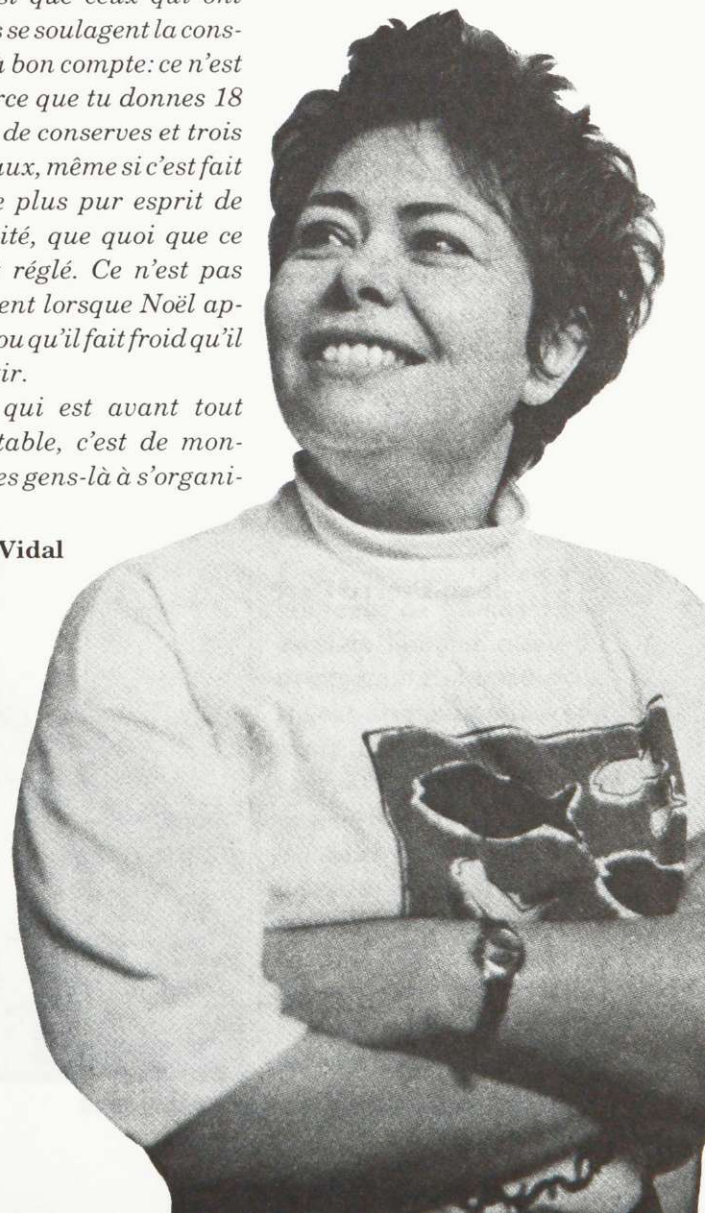
«Bien sûr, dit-elle, je sais que la situation est de plus en plus difficile, dramatique même, et pour un nombre de plus en plus important de gens. Ma grande crainte, c'est que par ces campagnes de cueillette de viures et de vêtements, aussi nécessaires soient-elles, l'on crée une autre sorte de dépendance. Et aussi que ceux qui ont des jobs se soulagent la conscience à bon compte: ce n'est pas parce que tu donnes 18 caisses de conserves et trois manteaux, même si c'est fait dans le plus pur esprit de solidarité, que quoi que ce soit est réglé. Ce n'est pas seulement lorsque Noël approche ou qu'il fait froid qu'il faut agir.»

«Ce qui est avant tout souhaitable, c'est de montrer à ces gens-là à s'organi-

ser, et de les y aider, pour qu'ils répondent éventuellement eux-mêmes à leurs besoins, et qu'ils ne deviennent pas en quelque sorte dépendants de la charité, après l'avoir été de l'assurance-chômage ou du BS.»

C'est en ce sens que l'orientation du Chic Resto Pop est développée: pour qu'à travers cet instrument collectif, les gens essaient de se créer leurs propres emplois, *«parce que la société est devenue incapable de leur en fournir qui correspondent à leurs goûts, à leurs besoins, à leurs capa-*

Annie Vidal



Les paniers de Noël CSN

«Tu vieillis vite, en conflit»

► cités. Car la crise des valeurs qui entoure toute la question de l'emploi ne touche pas seulement ceux qui n'en ont pas.»

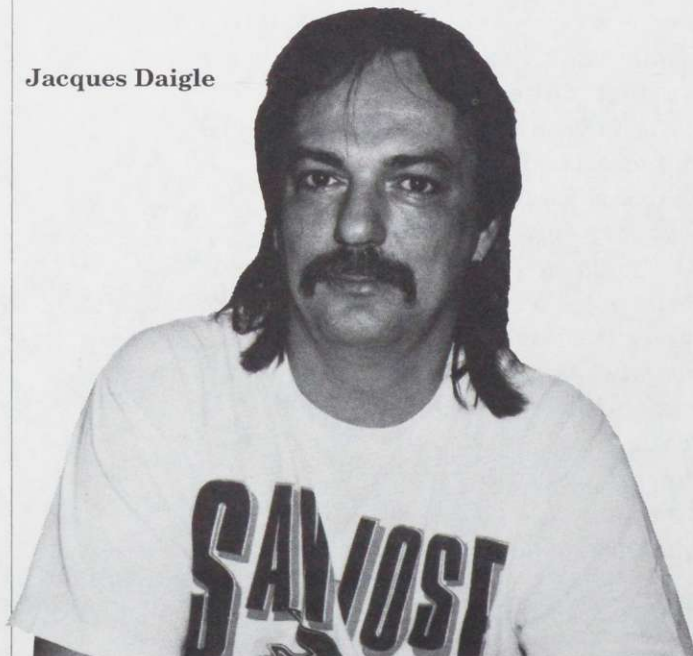
C'est ainsi, par exemple, que l'équipe du restaurant populaire, qui sert déjà 600 repas par jour dans le sous-sol de l'église du Très-Saint-Rédempteur, située dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, à Montréal, a mis sur pied la Pop-Mobile, une «garderie volante» pour l'heure du midi et qui distribue aux enfants quelque 400 repas quotidiens à elle seule. «Mais les parents doivent payer quelque chose. À la mesure de leurs moyens, certes, mais nous ne faisons pas la charité.» De même, elle a mis sur pied le Festival de musique populaire, qui a fait ses premiers pas l'été dernier, avec nul autre que Richard Séguin à titre de «parrain» de l'événement: «Des tas de gens ont des talents musicaux fort valables: nous voulons leur offrir la possibilité de s'exprimer, premièrement, et éventuellement de se faire une niche dans le milieu.»

Tout cela n'empêchera pas le Chic Resto Pop d'offrir à sa clientèle, le 23 décembre au soir, un grand repas collectif, avec chorale d'enfants et distribution de cadeaux. «Mais il n'y aura pas de paniers de Noël.»

Jean-Pierre Paré

Depuis sa fondation, en 1921, la CSN a épisodiquement organisé des collectes de vivres et des levées de fonds pour venir en aide aux travailleuses et aux travailleurs, ainsi qu'à leurs familles en grève ou en lock-out durant la période des Fêtes. Citons la collecte de vivres pour les mineurs d'Asbestos, en 1949, et *La Grande Corvée* pour les travailleurs forestiers, en 1980. Pensons également aux conseils centraux, où on organise, à l'occasion, des fêtes de solidarité où on remet des cadeaux aux enfants de nos membres en conflit. L'actuelle campagne de paniers de Noël de la CSN a vu le jour, elle, en 1984, alors que nous comptons pas moins de 2,000 membres en grève ou en lock-out. Les fonds recueillis à cette occasion sont ajoutés à ceux du Fonds de défense professionnelle.

Jacques Daigle



«Personnellement, je suis content de l'aide que j'ai eue de la CSN avec ses campagnes du 50 cents et des paniers de Noël. Ces deux campagnes ont fait en sorte qu'à Noël, l'an dernier, nous avons pu acheter un peu plus de nourriture pour le temps des Fêtes.»

Agé de 38 ans, Jacques Daigle était, à Noël 1991, un des lock-outés de la compagnie Reynolds de Sainte-Thérèse-de-Blainville, au nord de Montréal. À l'instar de ses camarades de travail et de plusieurs autres membres de la CSN, Jacques Daigle, un opérateur de scie, a reçu au total, grâce au FDP et au montant recueilli dans le cadre de la campagne de paniers de Noël, la somme de \$200 pour célébrer et offrir des cadeaux, des vêtements, à ses deux adolescentes, Nancy et Katie.

Il en est certes heureux, mais cela ne lui fait pas oublier les angoisses et les problèmes financiers d'a-

lors. «C'est affreux. C'est l'enfer total. Nous n'avions pas d'argent. Tu sais très bien que les enfants voudraient des cadeaux. Mais tu n'as pas vraiment les moyens d'en faire. Tu voudrais prendre ça à la légère, la fête de Noël. Mais tu ne peux pas! Tu y penses longtemps d'avance. Tu commences à paniquer en novembre. Et puis, il y a les autres problèmes financiers. L'année dernière, c'était aussi l'année du renouvellement de mon hypothèque. Je ne voulais pas non plus perdre ma voiture. Aussi, pour garder la maison et la voiture, j'ai pris une nouvelle hypothèque. Alors, dans un tel contexte, les cadeaux, c'est strictement pour les enfants.»

Les enfants qui posent des questions. «À l'époque, elles avaient de la difficulté à comprendre que nous devrions passer un Noël pauvre. Aujourd'hui, je crois, qu'elles sont en mesure de comprendre davantage. Elles ont vieilli. Nous aussi. Tu vieillis vite, en conflit.»

Michel Crête

Paniers de Noël:

comment
contribuer?

Un transfert
par intercaisse
au compte spécial
de la campagne:
transit 30018,
folio 11862.

Une prof de cégep au fond de l'Amazonie

Par Marc Laforge

«On est bien, en maudit, au Québec!»

Une phrase banale, soit. Mais lorsqu'elle est prononcée par Claire-Andrée Leclerc, militante CSN qui revient d'un stage d'observation sur les conditions de santé et d'hygiène en Amazonie, cette phrase prend tout son sens. Et pourtant, elle ne croit pas que l'extrême misère des autres doive servir à minimiser celle que nous côtoyons ici.

Claire-Andrée Leclerc est enseignante en soins infirmiers au Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu. Elle préparait ce stage depuis déjà quelques années; c'était son rêve. Elle s'est finalement rendue cet été dans cette vaste région du nord du Brésil, où elle a passé six semaines à la recherche d'une autre vision que celle que nous pouvons avoir de ce pays. Elle voulait constater sur place: elle a vu et côtoyé la misère.

Claire-Andrée s'y attendait.

Si elle n'est pas insensible à cette misère, elle n'en est tout de même pas revenue choquée. *«Ce n'est pas mon genre de prendre les gens en pitié, je déteste ça. Je suis capable de voir du positif dans tout. Je dois admettre que j'ai l'âme missionnaire.»*

Claire-Andrée s'est arrêtée quelques jours à Rio et dans la région centrale du Brésil, mais a passé la majeure partie de son stage d'observation à Bélem, la capitale de l'État du Para, en Amazonie. Dans son journal de bord elle écrit:

«La situation de la santé au Brésil est précaire, surtout pour la grande majorité de la population qui vit sous le seuil de la pauvreté. L'absence d'infrastructure permettant l'accès à l'hygiène de base est un des problèmes majeurs de ce pays de 150 millions d'habitants. Par exemple: à Bélem, une ville de 2 millions d'habitants, seulement le tiers du territoire est canalisé par des égouts et ces égouts sont souvent à ciel ouvert.»

Le nord du Brésil est sillonné de rivières qui viennent se jeter dans l'Amazonie. Le bateau est le seul moyen de transport pour l'ensemble de la population. Certaines familles vivent dans l'isolement le plus complet, souvent à deux ou trois jours de navigation du poste de santé le plus près. Pour le gouvernement brésilien, il est financièrement impossible d'établir des centres de santé au milieu de ces populations clairsemées et

surtout, d'adjoindre à ces centres du personnel médical.

De la prévention

Mais à tout le moins, des palliatifs s'imposent. Le gouvernement a choisi un programme d'implantation d'agent-es communautaires de santé (ACS). Un projet inspiré d'expériences en Amérique du sud, en Russie, à Cuba, ou encore de celle des Médecins aux pieds nus, en Chine. Le projet, qui doit couvrir l'ensemble du Brésil, prévoit l'embauche éventuellement de 100,000 personnes. L'épidémie de choléra qui s'est manifestée au Pérou, et qui s'est répandue le long des affluents de l'Amazonie, a accéléré l'implantation du programme. Le rôle de l'agent-e communautaire de santé est essentiellement préventif, malgré le besoin urgent de personnel médical pour donner des soins de santé curatifs. Les ACS travaillent dans les zones les plus défavorisées, là où la misère est la plus grande. Claire-Andrée Leclerc s'est surtout intéressée au tra-



Claire-Andrée Leclerc

vail de ces personnes, qu'elle a suivies dans leurs déplacements.

Dans l'action

Elle raconte l'histoire d'une agente, prénommée Cris, qui a réussi à regrouper la population d'un village pour régler un problème urgent. Un lac d'eau croupissante polluait le centre du village. L'ACS, avec l'aide d'autres personnes, fait une enquête et se rend compte qu'avec les pluies abondantes, le niveau de l'eau dans les égouts se gonfle à un point tel que l'eau



polluée reflue dans le lac et entretient la contamination. Elle réunit plus de 200 personnes, leur fait signer une pétition exigeant le remplissage du lac avec du sable. Tout ce monde se rend illico à la préfecture, pendant une assemblée du conseil, et dépose la pétition. Deux semaines plus tard, le lac a disparu et depuis, le nombre de cas de diarrhée a beaucoup diminué.

À Santarem, sur la rive de l'Amazone, le programme a commencé au moment de l'épidémie de choléra. L'engagement des ACS s'est fait en catastrophe. Le choléra a fait très peur à la population, qui suit à la lettre les précautions enseignées par les ACS. Dans ce quartier tout

près du fleuve, il n'y a pas d'égouts; les gens utilisent des latrines creusées au fond de la cour. Linda, une autre ACS, vérifie l'état du puits, s'informe si l'eau peut s'infiltrer quand les pluies sont torrentielles comme elles le sont parfois dans la région; elle vérifie aussi les connaissances de la population au sujet de la prévention et du traitement de la diarrhée. À chaque famille, elle demande s'il y a eu des cas de diarrhée; on lui répond: «Grâce à Dieu, pas encore!»

Dans cette région, et dans d'autres similaires, pendant la période la plus grave de l'épidémie de choléra, les ACS ont distribué aux familles des grandes couvertures oranges qui devaient être étendues sur le bord de la rivière s'il se déclarait un cas nécessitant des soins d'urgence. Un avion parcourait le territoire à la recherche de ces signes de détresse. Un hélicoptère amenait du secours et transportait le malade à l'hôpital le plus proche si nécessaire.

Les responsables gouvernementaux sont fiers des résultats obtenus dans la lutte contre le choléra. Les mesures d'urgence, la présence de Médecins sans frontières, le travail des ACS ont contribué à limiter le nombre de cas mortels et l'épidémie n'a pas eu l'ampleur que l'on avait craint au début.

Le travail de prévention des ACS revêt donc toute son importance, surtout que cette prévention touche aussi toute la gamme des infections: bactériennes, virales et parasitaires, reliées à l'absorption d'eau contaminée. Les mauvaises conditions de traitement des déchets organiques et le manque de connais-

ces de la population ne sont pas des problèmes qui peuvent être réglés rapidement.

Pas d'unanimité

Le ministère de la Santé brésilien vise à augmenter la scolarité de l'ensemble des travailleurs de la santé à même les fonds des hôpitaux. «Des gens se disent que s'ils prennent cet argent pour les ACS, il n'y en aura plus pour les programmes hospitaliers.» Le Brésil compte 40,000 infirmières (niveau universitaire), auxiliaires en nursing (niveau secondaire) et personnels d'assistance (formation primaire). Le gouvernement prévoit hausser la scolarité des auxiliaires et des aides d'ici 1996, ce qui aiderait à améliorer l'état des soins dans les établissements de santé et à valoriser l'ensemble des travailleuses et des travailleurs. Les infirmières ont des réticences au sujet des programmes d'agent-es communautaires qui, à leurs yeux, contribuent à disperser les fonds déjà insuffisants. Le gouvernement consacre des budgets limités à la santé en utilisant l'argument de la dette extérieure du pays pour justifier la pauvreté de tous les services sociaux, y compris le système scolaire. «Beaucoup de gens pensent que le gouvernement se fait du capital politique avec le programme des ACS, en disant "on s'occupe de la santé du monde", mais il ne donne pas suffisamment de fonds pour les infrastructures sanitaires. En même temps, les ACS n'ont pas assez de formation pour faire autre chose que de la prévention très primaire. Les gens qui sont vraiment riches ont accès aux hôpitaux, à la technologie, ont accès à plein de choses. 80% des hôpitaux

sont privés et 20% de la population y a accès. La très grande majorité de la population ne bénéficie d'aucune gratuité de soins, explique Claire-Andrée Leclerc. Mais même les gens riches de Bélem vont se faire soigner à Rio de Janeiro, à Sao Paulo ou aux États-Unis. Une médecine pour les riches, une autre pour les pauvres.»

Formation à distance

Claire-Andrée Leclerc a d'ailleurs l'intention de poursuivre ses efforts. La télévision scolaire existe déjà là-bas pour la formation de futures auxiliaires. Elle croit qu'il serait possible d'adapter cette formation aux agent-es communautaires. En ce sens, Claire-Andrée a approché la Télé Université du Québec pour l'impliquer dans un projet de formation des ACS qui pourrait se faire en collaboration avec le Secrétariat d'État et l'ACDI.

En Amérique du sud, la situation du Brésil n'est pas la pire. Toutefois, le gouvernement brésilien reconnaît que, sur son territoire, la population du nord est la plus pauvre du pays; il la considère même en danger et juge qu'il doit faire des efforts particuliers pour lui venir en aide.

Un monde qui n'existe pas?

La région du nord est affligée, certes, mais Claire-Andrée Leclerc constate qu'il existe un peu partout un climat de pessimisme et une mentalité fataliste difficiles à casser. Il manque de tout, que ce soit en soins de santé ou en éducation, souligne-t-elle. À Brasilia, on indique la rue à 7,000 enfants parce qu'il n'y a tout simplement pas de places dans les écoles. Pourrions-

nous imaginer une telle situation chez nous? Durant son stage, Claire-Andrée est interpellée dans la rue par une jeune orpheline qui lui demande: «*Te cherches-tu une petite fille pour emmener chez toi?*» Encore difficile d'imaginer cela chez nous. «*Tous les parents, au Brésil, rêvent que leurs enfants viennent vivre en Amérique du Nord. Quand tu leur parles d'éducation gratuite jusqu'à l'université, des soins de santé gratuits, des médicaments pour les personnes âgées, des pensions de vieillesse... Leurs yeux s'écarquillent. À un moment donné, tu n'oses plus trop en parler parce que tu te dis que ça ne doit pas être si vrai que ça, chez-nous, comparativement à ce qu'eux autres vivent. C'est comme si tu parlais d'un monde qui n'existait pas*», raconte-t-elle. Effectivement, au Brésil, il n'y a pas d'assurance-chômage, ni d'assistance sociale... «*Pourtant, les gens paient des taxes, mais n'ont rien en retour.*»

On ne peut donc s'empêcher de faire des comparaisons avec ce que nous avons au Québec, même si toute comparaison est toujours boiteuse.

-Nouvelles CSN: Sommes-nous des chiâcleux, au Québec?

Réponse spontanée: «*Non, il ne faut pas perdre ce que nous avons. Dans ce sens-là, nous ne sommes pas chiâcleux, parce que ces populations ne gagneraient rien au change si nous perdions quelque chose. Mais j'aimerais qu'ils aient le minimum de ce que nous avons ici, entre autres, les soins de santé gratuits.*»

Elle espère bien y retourner.



Le bateau, seul moyen de transport dans le nord du Brésil, y compris pour les malades.



Des agent-es communautaires de santé sortent d'une session de formation et retournent travailler dans leur village respectif.



Claire-Andrée Leclerc entourée d'une infirmière brésilienne et de membres de sa famille.

L'information se porte mal

—Maurice Amram

Après vingt ans consacrés à la Fédération nationale des communications (FNC), qu'il aura présidée durant douze ans, ayant au préalable été secrétaire général deux ans, Maurice Amram quittait son poste fin novembre. *Nouvelles CSN l'a rencontré.*

Par Michel Rioux



Quand, jeune reporter au poste de radio CKVL de Verdun, Maurice Amram participe avec quelques camarades, le 18 novembre 1972, à la fondation de la FNC, qui regroupe alors quelque 1,200 membres, il ignore à quel point il sera présent et actif sur le front syndical pendant les deux décennies qui vont suivre. La FNC et «Maurice» ne feront bientôt plus qu'un. Et il est fier de dire qu'en vingt ans, la FNC, qui compte maintenant plus de 5,000 membres, sera devenue l'organisme syndical le plus dynamique, le plus représentatif du secteur des communications.

«En 1978, la moitié des membres de notre fédération étaient en grève», rappelle-t-il en insistant sur le fait que les conditions de travail et l'autonomie professionnelle qui ont cours dans le milieu des communications sont le fruit de luttes particulièrement dures et difficiles.

«Dans mon syndicat,

à CKVL, on a tenu le coup pendant huit mois et trois jours en 1976. Mais on a réussi des percées dont profitent encore aujourd'hui des centaines de journalistes, estime Maurice Amram. Mais ces droits, ces conditions de travail sont maintenant contestés par certains employeurs et il importe de ne pas oublier que sans des syndicats forts, unis et solidaires, il sera difficile de conserver les espaces de liberté que nous avons conquis, mais qui ne sont jamais acquis.»

Des moments difficiles

Les péripéties qu'il a dû traverser à l'intérieur de sa fédération, les soubresauts qui ont secoué la CSN, surtout au moment du conflit de 1980, figurent parmi ses souvenirs les plus pénibles. Avec, bien sûr, la fermeture de la salle de rédaction de CKVL. Mais les moments heureux ont quand même

dominé.

La place de plus en plus importante de la FNC à l'intérieur de la CSN, son élargissement à de nouveaux groupes de travailleuses et de travailleurs culturels, tout cela lui apparaît comme des progrès importants.

Mais ce qui a inspiré son militantisme et son engagement pendant vingt ans, ce sont des valeurs qu'il qualifie lui-même d'humanistes et qui lui ont permis de pratiquer ce qu'il appelle «la démocratie au quotidien».

«Combattre le mépris, l'injustice, l'arbitraire, c'est cela le sens de l'engagement syndical. Et la loyauté, la solidarité, le respect, ce sont les valeurs fondamentales sur lesquelles nous pouvons bâtir», dit-il avec conviction.

Et l'information?

Celui qui a présidé la fédération qui regroupe la très grande majorité des

journalistes syndiqués au Québec est par ailleurs inquiet de l'état dans lequel se retrouve la qualité de l'information. «Je constate que dans plusieurs milieux, on a perdu de vue la responsabilité sociale attachée au rôle de journaliste. Devant la remise en cause de l'ensemble des valeurs dans notre société — y compris la remise en cause du rôle des journalistes — l'insécurité s'installe et la réaction, c'est de s'asseoir confortablement. Les journalistes, qui ont joué un rôle majeur dans la Révolution tranquille en défendant les intérêts populaires parce qu'ils faisaient partie du peuple, me semblent maintenant s'identifier aux valeurs dominantes», déplore-t-il.

«Peut-être suis-je trop sévère, dit-il à voix haute, mais je trouve qu'on recherche moins la justice que les abris fiscaux aujourd'hui. Ce profond malaise produit un journalisme plutôt sans saveur ni couleur. Un journalisme drabe.»

À son avis, il s'agit là d'un défi à relever; il estime que les syndicats sont en mesure de le faire. «À condition que les débats soient francs et ouverts, précise-t-il cependant. Car ce qui peut le mieux garantir la liberté de presse, ce sont des syndicats forts en mesure de défendre et de promouvoir le travail des journalistes.»



Le nouvel exécutif de la FNC: René Thibodeau, Manon Bouchard, Louis Falardeau, Chantal Larouche, Serge Bouchard, Nicole Beaugrand Champagne et Laval Gagnon.

Y a des limites à étirer l'élastique

Par Henri Jalbert

Décidément, dans le monde de la santé et des services sociaux, les employeurs sont forts pour «étirer l'élastique».

Les travailleuses et travailleurs qui seront déplacés vers d'autres lieux de travail, le premier avril prochain, par la mise en place de la réforme du réseau de la santé et des services sociaux, en savent quelque chose.

La disparition des Centres de services sociaux (CSS), la mise sur pied de Centres de protection de l'enfance et de la jeunesse (CPEJ), la création de nouvelles régies régionales, ainsi que le transfert des programmes de santé publique forceront le déplacement vers d'autres établissements de près de 3,000 personnes.

Les rencontres de négociation d'un protocole provincial de transfert qui se sont tenues — près d'une dizaine jusqu'à présent — n'ont pas encore porté fruit: le règlement achoppe principalement sur deux points: la reconnaissance de l'ancienneté et le respect des droits des salariés sur les listes de rappel.

Sur le premier point, on réclame que les déplacements vers d'autres lieux de travail se fassent en tenant compte de l'ancienneté, alors que les employeurs veulent choisir eux-mêmes, de façon arbitraire, les personnes qui seront déplacées. Sur le deuxième point, les employeurs n'ont prévu aucun mécanisme de transfert pour les listes de rappel, alors que les syndicats réclament le transfert au prorata des personnes sur les listes de rappel afin qu'elles puissent conserver leurs chances de pouvoir travailler plutôt que d'être obligées de recommencer à zéro.

Les syndicats négocient le protocole de transfert provincial en intersyndicale. Y participent, pour la CSN, la Fédération des affaires sociales (FAS) et la Fédération des professionnelles et professionnels, salariés et cadres du Québec (FPPSCQ); on y retrouve également la FIIQ, le SCFP et le local 298.



Une quarantaine de personnes ont occupé, jeudi le 9 décembre, les bureaux de la Fédération des CLSC pour protester contre la lenteur des négociations.

Régler de façon civilisée

Ces transferts sont inévitables et ne sont pas remis en question. Ce que l'intersyndicale réclame, c'est d'en régler les modalités de façon civilisée, en respectant les droits de tous et chacun. Aujourd'hui, il y a une unanimité syndicale pour qu'un protocole provincial soit négocié le plus rapidement possible.

Il faut éviter de régler à la dernière minute, tout comme en 1985, alors qu'un protocole provincial de transfert n'avait pu être finalisé entre les employeurs, la FAS et la FPPSCQ qu'un mois avant les transferts, et dans l'inquiétude la plus totale pour celles et ceux qui étaient touchés.

Il semble bien, après une dizaine de rencontres de négociation, que les représentants du gouverne-

ment québécois — sans oublier les employeurs locaux — cherchent plutôt à répéter la stratégie de «l'étirement de l'élastique», en donnant souvent les informations au compte-gouttes et en retardant à l'extrême limite un règlement satisfaisant pour les personnes concernées.

Pourtant, les employeurs, autant que les syndicats, connaissent très bien, à propos des «élastiques», qu'à force de les étirer, ils finissent par casser.

Le gouvernement s'est engagé, par l'entente de principe, à négocier un protocole de transfert provincial. La partie patronale devrait démontrer sa volonté réelle de négocier un tel protocole.

D'autres regards

Par Lucie Laurin

Alors qu'il y aurait tant à faire pour améliorer le sort des victimes d'accidents et de maladies du travail, le plus clair de nos énergies militantes est employé à les dépêtrer des embûches juridiques dans lesquelles notre régime d'indemnisation les enferme.

Et le reste, nous le consacrons à tenter de sauver les vestiges de notre régime qui était, lors de sa mise en place, considéré très progressiste en Amérique du Nord.

Car nous avons tout lieu d'en être fiers. Axé sur la prévention, adopté en période de prospérité économique, le texte de base de ce régime reflète, par sa largeur de vue et sa générosité, la paix sociale qui nous caractérisait alors. De ce fait, il se compare avantageusement à tous les régimes qui ont cours ailleurs au Canada.

Ainsi, la Loi québécoise sur la santé et la sécurité du travail (LSST) est seule à prévoir le retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite. De plus, à l'exception des athlètes professionnels et des domestiques, la Loi québécoise des accidents du travail et des maladies professionnelles (LATMP) couvre la totalité des secteurs d'activité, alors que l'Ontario, la Colombie britannique et l'Alberta excluent les finances et assurances, les services immobiliers, une bonne partie des services aux entreprises, plusieurs centres de services sociaux et certains services professionnels de santé.

Par ailleurs, le Québec et la Saskatchewan sont les seules provinces à offrir une indemnité minimum garantie, tandis que le délai de carence est inexistant au Québec, en Ontario et en Alberta.

Cependant, c'est en Saskatchewan que le salaire maximum annuel assurable est le plus élevé: \$48,000, contre \$40,000 au Québec. Et c'est la Colombie britannique qui offre l'indemnité maximum hebdomadaire la plus haute: \$624.25 contre



Céline Lamontagne

\$495.65 au Québec, pour un travailleur ayant trois personnes à charge.

Poser le problème autrement

Nous avons donc toutes les raisons de vouloir conserver notre régime d'indemnisation. Mais nous en avons aussi d'excellentes de vouloir l'améliorer, notamment la judiciarisation excessive qui le caractérise.

«Cela suppose, cependant, qu'on pose autrement ce problème, déclare Céline Lamontagne, vice-présidente de la CSN. À l'examiner toujours avec l'objectif de réduire les délais ou le nombre de procédures sans se pencher sur les bases mêmes du système, on finit par tourner en rond.»

Dans certains pays européens, par exemple, le régime de santé-sécurité au travail est pleinement intégré dans le système global de sécurité sociale; en France, la branche des accidents du travail et des maladies professionnelles a un budget qui représente 5% des dépenses du régime général de la sécurité sociale.

«Cette approche, plus sociale, a pour conséquence que la travailleuse ou le travailleur accidenté s'adresse à un guichet unique et a droit immédiatement à une indemnité et à des soins sans devoir d'abord affronter seul une immense bureaucratie et présenter des justifications, reprend-elle. De plus, en France, les victimes d'accidents et de maladies du travail ont droit aux égards particuliers de la collectivité, qui leur accorde la priorité chronologique et des prestations en espèces plus élevées que pour les lésions non liées au travail.» Précisons, toutefois, qu'il peut y avoir contestation, là comme chez nous, mais le système est beaucoup moins judiciarisé que le nôtre.

Avec une approche plus globale, le système de compensation n'est pas perçu comme une fin en soi. Il s'inscrit, au contraire, dans un régime entièrement axé sur la prévention. Et il devient dès lors possible de penser à une organisation du travail axée sur la qualité de vie des travailleuses et des travailleurs, devenus partie prenante.

JUS LASSONDE DE ROUGEMONT

Un règlement après 7 semaines de lock-out

C'est contre l'entreprise qui a connu le plus fort taux de croissance de toutes les entreprises canadiennes, en pleine période de récession et de ralentissement économique, que les employés de la compagnie de production de jus A. Lassonde de Rougemont ont dû lutter, du 14 octobre au 3 décembre dernier, afin d'obtenir des conditions de travail moyennement décentes. Grâce à cette lutte, ils ont obtenu que l'ancienneté soit

mieux respectée et l'amélioration de plusieurs clauses normatives. Sur le plan monétaire, ils ont obtenu une 5e semaine de vacances après 15 ans, et le paiement de leur période de repas ainsi que des ajustements de salaire et de primes et un montant forfaitaire de \$400. Il aura fallu 25 séances de négociation et plusieurs rencontres de conciliation pour que ces 82 nouveaux membres de la CSN parviennent à conclure une entente

et un protocole de retour au travail.

Ce protocole a justement permis d'annuler toutes les poursuites de plusieurs centaines de milliers de dollars intentées par l'employeur et les deux congédiements qu'il avait effectués. Il est clair que le passage de la CSD à la Fédération du commerce de la CSN, en avril dernier, n'a pas plu aux dirigeants de la compagnie. Mais c'est justement parce que leurs conditions de travail et de salaire était dépassées comparativement à celles des entreprises concurrentes que les employé-es de cette usine de A. Lassonde ont décidé de quitter la CSD pour la CSN. Luc L.

Fermeture du St-Hubert du Forum de Montréal

La succursale de St-Hubert BBQ du Forum de Montréal fermera ses portes le 3 janvier 1993. Au départ, la direction de l'entreprise avait projeté la fermeture pour le 20 novembre 1992, mais les pressions du syndicat ont permis de reporter cette échéance après les Fêtes, pour permettre aux personnes mises à pied de passer cette période. Ces syndiqué-es font partie d'un syndicat qui regroupe d'autres succursales de la région métropolitaine et en vertu de la convention collective, il y a un droit de déplacement entre les différentes succursales, selon l'ancienneté. C'est ce qui se passe présentement. L'employeur a affirmé que la succursale du Forum n'était plus rentable parce que ses coûts étaient de 20% supérieurs au seuil de rentabilité. La négociation du renouvellement de la convention collective s'enclenchera au début de 1993. Luc L.



SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

Toute une journée!

Il fallait voir ça, le 3 décembre dernier. Dans 23 supermarchés d'alimentation du Saguenay-Lac-Saint-Jean, plus de 1,000 employé-es syndiqués à la Fédération du commerce de la CSN ont troqué leurs uniformes de Provigo, de Métro, d'Héritage, d'IGA, de Richelieu contre leur chandail «C'est à notre tour», afin de démontrer que par dessus toutes les bannières, c'est la bannière de leur négociation regroupée qui prévaudra désormais. Cette démonstration a reçu un accueil très favorable de la clientèle et les médias régionaux en ont fait un gros plat. Les négociations avec les différents employeurs se poursuivent. Luc L.

Fermeture de l'usine de papier à Saint-Raymond de Portneuf

L'usine de papier de Saint-Raymond de Portneuf, propriété de la Société Malette, est présentement fermée depuis fin novembre. Cette usine avait cessé une première fois ses opérations suite à une faillite du précédent propriétaire, Papier Saint-Raymond, en 1989. Elle avait été rouverte en 1990 pour être modernisée afin de produire des papiers d'impression haut de gamme.

Deux mois à peine après le début de la production de ces pa-

piers, les travailleurs se retrouvent encore une fois au chômage. Pourtant, cette modernisation à laquelle la compagnie Rexfor est associée, devait assurer à la Société Malette une place de choix dans le marché du papier.

Le 21 octobre dernier, l'usine était officiellement inaugurée en présence d'une impressionnante brochette de politiciens.

Inquiets, les travailleurs ont exigé de savoir ce qui se passait réellement. Une ren-

contre avec la haute direction s'est donc tenue le 9 décembre, à l'issue de laquelle le président de la fédération, Claude Plamondon, s'est dit satisfait des réponses obtenues par les représentants de la FTPF et du syndicat.

Cette usine qui, selon M. Gaston Malette, fait l'envie et soulève la crainte chez ses concurrents, possède, selon le syndicat, la technologie et la main-d'oeuvre de qualité pour réussir.

M.R.

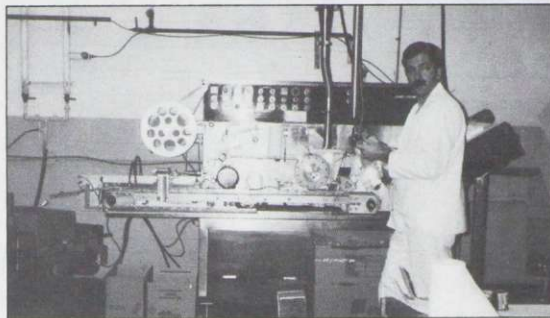
L'équipe de *Nouvelles CSN* vous souhaite une excellente année 1993.

Notre prochain numéro vous parviendra dans la troisième semaine de janvier.

On craint une fermeture chez Lactel

«Les dirigeants de l'entreprise de production et de transformation laitière Lactel, les porte-parole des agents socio-économiques de Trois-Pistoles et les responsables du ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) doivent assumer leurs responsabilités envers les travailleuses et les travailleurs, ainsi qu'envers la population de notre région, et nous donner des réponses dans les plus brefs délais sur le projet d'association entre le groupe allemand Hoche et Lactel concernant la transformation du beurre en huile.»

C'est l'invitation qu'a faite le président du Syndicat des personnes salariées de Lactel-Tobin (CSN), à Trois-Pistoles, Jean-Yves Beaulieu, au cours d'une conférence de presse tenue en compagnie de la présidente du Conseil central du Bas-Saint-Laurent, Solange Tremblay, à Rivière-



Un travailleur de l'usine Lactel.

du-Loup.

Les porte-parole syndicaux haussent le ton, dans ce dossier, parce qu'ils craignent la fermeture de l'usine Lactel, à la fin de décembre, si on ne l'alimente pas suffisamment en crème fraîche d'ici là, ce qui lui permettrait de maintenir sa production régulière (beurre). D'où l'urgence de savoir où le projet d'association entre Lactel et le groupe allemand Hoche en est vraiment rendu.

Ce projet, qui est dans l'air depuis un an, suscite beaucoup d'espoir car l'arrivée du groupe allemand se

traduirait par la diversification de la production et la fabrication des huiles de beurre contenant moins de matière grasse, «sans cholestérol», produits choyés depuis quelques années par les consommateurs. On demeure convaincu, côté syndical, que l'association entre la Société en commandite Lactel et le groupe allemand permettrait, par le développement de ces nouveaux produits, de maintenir des emplois à court terme. Et possiblement d'en créer d'autres car l'intérêt de Hoche à s'installer au Québec réside, on le devine, dans

les possibilités offertes par le marché nord-américain dans un contexte de libre-échange.

Issue de la fusion de cinq coopératives régionales, ainsi que du soutien financier de la Coopérative fédérée du Québec, Lactel connaît depuis sa fondation, en 1990, des problèmes d'alimentation en lait. Ainsi, son quota global de lait est passé, entre 1990 et 1992, de 500 millions de litres à moins de 250 millions. Les emplois, eux, ont chuté de 60 à 25. Les problèmes d'approvisionnement en lait sont notamment causés par la convention de mise en marché du lait, qui privilégie l'exportation du lait vers les grands centres (Montréal, Québec, Granby) où les coopératives et les industriels font plus de nouveaux produits laitiers, à faible teneur en gras, des fromages fins, etc.

M.C.



Bonne année Robert!

Vous l'avez reconnu? Mais oui! C'est Robert Bourassa, le premier ministre du Québec, revu et corrigé par Garnotte, le caricaturiste de *Nouvelles CSN*.

Les travailleuses et les travailleurs des secteurs public et parapublic lui souhaitent une bonne année, en lui rappelant qu'en 1993, ils désirent une vraie négociation, pas de décret, pas de prolongation, pas d'imposition! Après 10 ans de tours de passe-passe de toutes sortes, ils en ont assez.

Pour bien marquer le coup, en cette période des fêtes, la CSN, la FAS, la FEESP, la FNEEQ, la FPPSCQ et le SPTM font parvenir aux syndicats des secteurs public et parapublic un paquet de petites boules en carton à l'effigie de Robert Bourassa pour accrochage dans nos arbres de Noël.

Des «boulerassa» seront également disponibles dans les conseils centraux pour les travailleuses et les travailleurs du secteur privé.

Affichons-nous! Accrochons Robert!

H.J.

La déroute économique, politique et sociale

Voilà une semaine que nous ne sommes pas près d'oublier. Coup sur coup, nous apprenons que le Québec, selon le rapport du Conseil national du bien-être, détient le premier rang de la pauvreté au pays. Vient ensuite la déclaration économique du ministre des Finances, Don Mazankowski, nous annonçant que dorénavant les personnes qui quitteront volontairement leur emploi ou qui seront congédiées n'auront plus droit à des prestations de chômage; que les emplois dans la fonction publique seront gelés, que les prestations de chômage le seront aussi; et que les prestations de chômage passeront de 60% à 57,3% du salaire pour les nouveaux chômeurs. Pour clore le tout, les dernières statistiques sur le chômage révèlent que le Québec atteint un niveau record avec 14,5% et que le nombre de familles vivant de l'aide sociale vient de passer de 428,000 à 434,000.

Ce pays est en déroute aux plans politique, économique et social, a dit la CSN en réagissant au jour le jour à cette pétarade de

mauvaises nouvelles. On aurait pu s'attendre à ce que les mesures fédérales apportent des solutions de nature structurelle à la crise que traverse le pays. Aucune mesure porteuse d'avenir n'a été annoncée. «Lorsque les dirigeants politiques tant à Ottawa qu'à Québec en sont rendus à s'attaquer aux chômeurs plutôt qu'au chômage, on peut se demander s'ils sont aptes à reconnaître les véritables problèmes qui nous confrontent et à diriger encore ce pays», commentait le président de la CSN, en ajoutant que ce sont de véritables mesures de relance économique dont nous avons besoin, pas des mesures de coercition à l'endroit des chômeurs et des assistés sociaux.

«En faisant ces choix, les leaders politiques cautionnent le développement à deux vitesses de la société et l'écart grandissant entre les riches et les pauvres. Ils renoncent à une véritable relance économique axée sur un développement durable», a conclu Gerald Larose.

T.J.



ON N'EST PAS des gardiennes!

Le cégep Joliette-De Lanaudière et les syndicats de travailleuses en garderie de la FAS-CSN lançaient, le 8 décembre, un document vidéo intitulé «*On n'est pas des gardiennes!*», projet de Francine Gravel, professeure de technique d'éducation en services de garde, réalisé par Daniel Beauvais.

Ce vidéo poursuit un objectif de sensibilisation à la portée sociale et à l'importance de la profession d'éducatrice en garderie, de même qu'au peu de reconnaissance accordée à ce travail quasi exclusivement fémi-



nin. À travers des images pétillantes de la vie en garderie, des éducatrices (et quelques éducateurs) y parlent des responsabilités qu'elles ont à assumer. C'est, en effet, avec elles que les enfants font leurs premières expériences de vie sociale, qu'ils apprennent l'égalité, le partage, l'autonomie, la propreté, la non-violence. «*Une garderie, ce n'est pas un stationnement d'enfants où il suffirait de voir à ce qu'il ne survienne pas d'accident, dit l'une d'elles. Les travailleuses en garderie sont des professionnelles en éducation de la petite enfance.*» L.L.



Le syndicalisme qu'on veut

C'est sous ce thème que s'est déroulé le 20e congrès du Conseil central de la Côte-Nord, à Baie-Comeau. Ce congrès a dégagé quelques grands thèmes pour la poursuite de l'action syndicale au cours du prochain mandat, à savoir: la fiscalité, le développement régional, l'environnement et la question nationale. Un nouvel exécutif a été élu: (de gauche à droite) Renelle Tremblay, vice-présidente, Michelle Martin, trésorière, Nathalie Foster, secrétaire, Marjolain Dufour, vice-président, Jean-Philippe Croft, président, Anne Gauthier, présidente sortante, Gervais Thibault, vice-président. Luc L.

L'abattoir de Saint-Jean-Baptiste sauvé!

Au moment où *Nouvelles CSN* allait sous presse, le coordonnateur de la Fédération du commerce, Jacques Lessard, confirmait une bonne nouvelle pour la municipalité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville, en Montérégie, en même temps que pour les quelque 275 travailleuses et travailleurs à l'emploi de l'abattoir de dindons de l'endroit, le principal fournisseur d'ouvrage du village: l'établissement pourrait rouvrir ses portes à la mi-janvier!

En grève depuis le 12 septembre, les employé-es avaient appris quelques semai-



Les syndiqué-es d'Unival sont allés manifester devant l'Assemblée nationale, fin novembre.

nes plus tard que la Fédérée comptait fermer l'entreprise le 31 décembre. On imagine le drame, quand on sait que 70% des dindons abattus au Québec le sont à cet endroit.

Mais suite à des pressions fermes exer-

cées sur l'ensemble des groupes impliqués — ministère, Fédérée, producteurs — par la fédération et le syndicat, une entente de principe intervenait à Québec le 9 décembre et était entérinée le 10 dans une proportion de 75%. M.R.

CLSC ROSEMONT

Le CA réprouvé par la population

Bien que le conseil d'administration ait décidé, à la demande du ministre de la Santé et des Services sociaux, Marc-Yvan Côté, et lors d'une réunion spéciale tenue le 8 décembre, de rétablir dès le 14 décembre une partie des services médicaux au CLSC Rosemont, en permettant encore d'ouvrir de nouveaux dossiers, on réproouve l'attitude générale du conseil d'administration et de la direction dans ce dossier. «*Nous exigeons que le conseil d'administration prenne ses responsabilités pour répondre aux objectifs majeurs du CLSC. Nous voulons que les services médicaux soient rétablis tels qu'ils existaient au printemps dernier, ce qui implique que le CLSC offre également, à nouveau, des services médicaux sans rendez-vous. Ainsi, nous retournerons à notre vocation première. Nous voulons que l'adminis-*

tration du CLSC démontre sa volonté de travailler en ce sens plutôt que de réduire constamment les services», d'affirmer les porte-parole de la coalition contre les coupures de services médicaux au CLSC Rosemont.

Déjà, 2,000 personnes ont signé la pétition que la coalition a fait circuler. La coalition et les signataires de la pétition veulent redynamiser leur CLSC et ainsi répondre aux besoins de la population, laquelle a clairement exprimé son accord avec la pratique médicale qui existe en CLSC, soit une pratique médicale qui se fait en étroite collaboration avec une équipe multidisciplinaire s'appuyant sur des objectifs de prévention et d'intervention sociale et, comme le prévoit la loi 120, que les CLSC soient la porte d'entrée du réseau. «*Comment le*

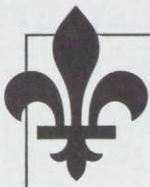
CLSC peut-il être ce lieu dynamique et responsable si les services offerts sont réduits?», interrogent les porte-parole de la coalition.

Rappelons que la coalition, mise sur pied en octobre dernier, représente les groupes populaires du quartier, les médecins du CLSC, le personnel infirmier syndiqué à l'Alliance des infirmières de Montréal et le syndicat des travailleuses et travailleurs du C.A.-CLSC Rosemont. J.R.



Opération
Nez rouge

849-1011



Robinetterie et tuyauterie industrielles

Dans la série les Cahiers de l'Office de la langue française, un nouveau dictionnaire vient de paraître. Il s'agit du *Dictionnaire de la robinetterie et de la tuyauterie industrielles*.

La robinetterie industrielle recouvre une gamme de domaines aussi variés que la chimie, l'alimentation, l'énergie nucléaire, le pétrole ou le chauffage. En effet, les canalisations alimentées par un système d'appareils de robinetterie, dans lesquels circulent l'eau, l'air, le gaz ou la vapeur, distribuent l'énergie indispensable à toute industrie.

Ce dictionnaire remplace le *Vocabulaire de la robinetterie industrielle* publié en 1982. Notamment, la terminologie de base de la tuyauterie industrielle y a été ajoutée, ainsi qu'un bon nombre de termes associés à des domaines connexes tels que matériaux, métallurgie, génie mécanique, mécanique des fluides, physique et ce, compte



tenu de l'interdépendance de ces domaines avec celui de la robinetterie.

Ce dictionnaire anglais-français comprend plus de 2000 termes, un tableau des principales unités de mesure, une liste des abréviations, des sigles et acronymes d'usage courant ainsi qu'une centaine d'illustrations. Comme le souligne l'auteur de ce dictionnaire: «*Cet ouvrage de référence est susceptible d'assurer à ses usagers la double maîtrise de la langue et de la technique*».

On se procure ce dictionnaire, publié par Les publications du Québec, en collaboration avec les éditions Eyrolles, au coût de \$29.95. J.R.

FORESTVILLE

Appui populaire

Quelques centaines de citoyen-nes de Forestville ont manifesté, le 6 décembre, devant le magasin Provigo de Forestville pour signifier au propriétaire qu'il ferait mieux de conclure un règlement avec ses employé-es, en lock-out depuis cinq mois, avant le 31 décembre 1992. Le message de la population était clair: advenant qu'il n'y ait pas de règlement à cette date, elle l'invite à donner les guides à un autre cavalier qui jouerait moins de la cravache, c'est à espérer. Des pressions sur le conseil municipal étaient aussi envisagées pour hâter un règlement du conflit. Luc L.

CSN ET FTQ PRENNENT POSITION

Pour un large débat sur la fiscalité

À défaut de créer une commission parlementaire élargie sur la fiscalité au mois de janvier, la FTQ et la CSN ont demandé au gouvernement de prendre maintenant la décision de tenir une commission parlementaire élargie dans un avenir prochain. Pourquoi? Parce que la commission parlementaire sur la fiscalité annoncée par le ministre ne peut que constituer un point de départ, non un point d'arrivée.

Une simple commission parlementaire régulière ne peut à elle seule porter et animer un débat que l'on souhaite le plus large possible au sein de la société. Le problème, insistent les deux parte-

naires syndicaux, n'est pas que nous soyons trop taxés mais bien que nous le sommes mal. D'autres avenues doivent être regardées afin que notre régime fiscal devienne un véritable incitatif au développement économique et social.

La FTQ et la CSN réclament une commission parlementaire souple, efficace, capable de rendre rapidement des recommandations, et de composition élargie. L'objectif recherché à travers cette commission parlementaire est un exercice donant lieu à un authentique débat sur la fiscalité, non à une parade comme le laisse entrevoir la commission parlementaire de février prochain. T.J.

BAS-SAINT-LAURENT

Réactions contre le patronat

Vingt-cinq employés de trois garages de Rivière-du-Loup ont entrepris des moyens de pression pour contrer les tentatives de la partie patronale de geler leur salaire pour trois ans et de sabrer dans leurs conditions de travail. L'assemblée générale a voté la grève à 97%, mandat à être exercé au moment jugé opportun.

De leur côté, les technicien-es ambulanciers du Bas-Saint-Laurent ont occupés les locaux du Conseil régional de la santé et des services sociaux pour réclamer 350 heures de formation (déjà données à Montréal), plutôt que les 160 heures actuelles, afin de pouvoir utiliser adéquatement les équipements mis à leur disposition, comme les défibrillateurs, ou encore de pouvoir poser des solutés. Leur lutte porte également sur les horaires de travail, actuellement très morcelés. Luc L.

À bas les horaires flexibles!

Depuis cinq mois, les 70 cols blancs de la ville de Rimouski ont multiplié les manifestations pour obtenir l'abolition des horaires flexibles et surtout, pour avoir des horaires continus. Ces syndiqué-es veulent également avoir droit de regard sur les programmes de formation, une revendication qui fait boule de neige dans plusieurs dossiers de négociation. Également en jeu la récupération des heures travaillées, notamment durant les fins de semaine. Luc L.



On n'arrête pas le progrès...

... y compris au *Devoir*! Les journalistes du vénérable quotidien, récemment déménagé de la rue du Saint-Sacrement dans un édifice plus moderne de la rue Bleury, ont déjà eu leur cadeau de Noël. Ils travaillent désormais sur ordinateurs Macintosh, comme dans plusieurs des plus grands quotidiens d'Amérique, tous intégrés en un réseau entièrement ouvert, i.e. dont chaque composante est accessible aux autres. Les concepteurs graphiques et metteurs en page sont munis d'écrans couleur double page montés sur des ordinateurs Quadra 950, le nec plus ultra de la profession — n'en déplaise à Foglia. À *Nouvelles CSN*, nous sommes jaloux...

J.-P. P.

Imbroglia à Caracas

Ily a six mois, *Le Monde* écrivait qu'à Caracas les conditions étaient réunies pour un nouveau coup d'État. Le président vénézuélien Carlos Andres Perez, dont le mandat prend fin officiellement en février 1994, venait d'annuler en toute dernière minute son voyage à Rio de Janeiro pour le Sommet sur l'environnement. On savait que le malaise persistait dans les forces armées, dont certains ténors continuaient à dénoncer «l'incapacité des politiciens» à vraiment résoudre la crise. Pendant ce temps, Perez rêvait de convertir son pays en «paradis des investisseurs.»

Il y avait déjà eu, le 4 février, une tentative avortée de coup sur un fond de grogne ayant ses racines dans la corruption du régime et dans des mesures d'austérité qui ne font rien pour atténuer chômage et misère. L'attention se porte fréquemment sur les violations des droits de l'homme dans ce pays.

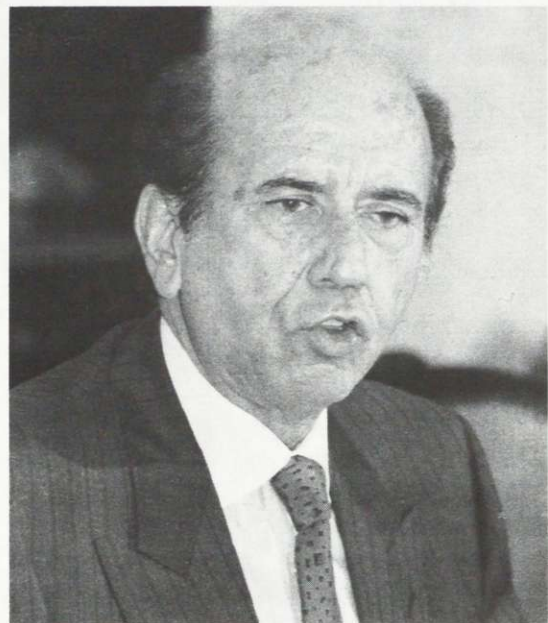
On peut dire que

c'est l'imbroglia; certains hésitent à se ranger du côté des putschistes, ne voulant pas compromettre ce qui reste de démocratie. Le Sénat n'a-t-il pas récemment voté (26 voix contre 22) en faveur de la tenue d'un référendum sur le maintien de Perez au pouvoir? «Demande irrecevable», répond l'intéressé.

Le gâchis gagne en ampleur. Il y a eu, en novembre dernier, autour de 230 morts lors d'une deuxième tentative de putsch en dix mois. Perez pourrait, aux yeux de plusieurs, tenter de s'ac-

crocher jusqu'en 1994 sans la confiance du peuple et sans l'appui des maires et des gouverneurs choisis par les votants le 6 décembre. C'est à tort que l'on dit que 30 ans de démocratie vénézuélienne peuvent prendre fin. Perez joue à la limite de la «légitimité» et donne, hélas, en s'accrochant, des supporters au colonel rebelle Hugo Chavez Farias, emprisonné depuis février pour action subversive entreprise au nom des besoins non moins légitimes du peuple.

Clément Trudel



Carlos Andres Perez

Triste Moelln

Devant une mosquée de Hambourg, 10 000 personnes ont voulu, fin novembre, communier à la douleur des Turcs d'Allemagne — plus d'un million de personnes — après l'incendie criminel d'une maison de Moelln et la mort d'une femme de 51 ans et de deux adolescentes. Des centaines de milliers d'Allemands ont manifesté contre la montée du racisme.

Au banc des accusés, bien sûr, la xéno-

phobie et les partisans d'extrême-droite. La compagnie Opel et le gouvernement ont offert à eux deux près de \$100,000 pour retrouver la trace des incendiaires — ils semblent y être parvenus.

Le ministre du Travail a déclaré que le pays ne voulait ni néonazis, ni nostalgiques du temps des «Heil Hitler». L'imam de Hambourg a prié pour que l'amitié prévaille sur la haine et pour que Dieu protège cette dé-

mocratie louangée à satiété depuis la chute du mur de Berlin il y a deux ans.

Klaus Kinkel, le ministre des Affaires étrangères, a répété sa profession de foi dans la «dignité inviolable» de l'homme. Il serait démagogique de prétendre que les dirigeants allemands ne sont pas dans le camp de la démocratie. Il serait naïf de prétendre que seuls les Allemands sont aux prises avec un problème posé par l'afflux de réfugiés et de demandeurs d'asile — 450,000 en Allemagne cette année. Qui sont les fournisseurs d'armes aux factions qui se battent dans les Balkans ou ailleurs, foyers d'exodes multipliés?

Il se trouve que l'État qui a succédé au Troisième Reich nazi a voulu se démarquer de façon draconienne de toute idéologie raciste, qu'il s'est doté d'une Constitution éminemment géné-

reuse pour les demandeurs d'asile. Cette générosité fait maintenant grossir les rangs des mécontents. Bonn a sans doute tardé à réagir aux signaux d'alarme autour d'une internationale noire prompt à darder des boucs émissaires. Le gouvernement avait pourtant eu une réaction plus rapide devant les extrémistes de gauche. Pour parodier Goethe dans l'un de ses accès de modestie: «s'ils avaient su combien il y avait de grands constitutionnalistes dans le monde, tous les Adenauer ne se seraient pas mêlés d'écrire une Constitution.» La douleur ressentie à propos des incidents de Moelln sert à nous rappeler que les méfaits de quelques centaines d'individus n'entachent généralement pas l'attitude démocratique de tout un peuple désireux de terrasser la «bête immonde» du fascisme.

C.T.

CHINE-VIETNAM

«Tant qu'il se parlent, ils ne se battent pas»

Il y avait 21 ans qu'un chef de gouvernement chinois n'avait pas mis les pieds à Hanoi. Li Peng vient de rendre visite aux Vietnamiens que Japonais, Français et Américains ont toute raison de qualifier de peuple à la nuque raide. La puissance militaire chinoise ne servira «qu'aux seules fins défensives» a dit Li Peng. On se rappelle qu'en 1979, des combats avaient éclaté à la frontière sino-vietnamienne. Les autorités de Hanoi semblent continuer de craindre une expansion maritime et terrestre de Pékin aux dépens de leur pays. Li Peng dit que la région Asie-Pacifique est «relativement stable.» On sait pourtant tout le mal que le Cambodge voisin a à entrer dans l'ère de paix que faisaient miroiter les accords de Paris. Mais comme le répétait Churchill: «tant qu'ils se parlent, ils ne se battent pas.» Briser un silence de deux décennies, ça vaut bien de sabrer une bouteille du vin de la Grande Muraille!

C.T.



Une Plume de chronique pour Noël

Charles Trenet aura quatre-vingt ans en mai 1993 et il vient de produire un récent album intitulé *Mon coeur s'envole*. Ce n'est pas rien. L'album comprend pas moins de treize nouvelles chansons, dont toutes les musiques et tous les textes sont signés par lui. Amour. Calembours. Délicatesses. Humour. Tendresses. Souvenirs. La voix n'a pas vieilli. Procédés techniques? En tous les cas, c'est du Trenet!

Qui l'eût cru? Un des fans les plus sentimentaux de Trenet est notre **Michel Plume Latraverse** lui-même, l'auteur et rocker impénitent et iconoclaste, l'antithèse apparente — mais seulement apparente — de celui que l'on a surnommé *le fou chantant*. Il a amicalement accepté de nous expliquer, en quelques phrases de son cru, son admiration.

Michel Crête

Salut Trenet!

Comme il est difficile de parler raisonnablement de ce qu'on aime! Je suis un inconditionnel de Charles Trenet, c'est vrai! Pour moi, Trenet est à la chanson ce que Tintin est à la bande dessinée. On y revient toujours, on y voyage, on s'y rassure à travers ses images et ses bulles — même si, depuis le temps, il y a des B.D. plus tonitruantes et plus «snappées»...

Moi, je suis de l'époque de la radio. C'est-à-dire que j'ai appris à construire mes propres images en me servant de mes oreilles. Et à m'inventer mes vidéoclips bien avant l'avènement de Musique-Plus. D'ailleurs, je bénis le fait de ne pas être venu au monde la face dans le petit écran. Mon imagination a pu ainsi plonger directement dans le contenu sans être avalée par le contenant. Tout un monde invisible jaillissait

de cette vieille radio brune et laide... par qui j'avais peur d'être mordu quand elle ne jouait pas.

En ces temps de morosité, de chômage, de mauvaise gestion des fonds, de violence, de bullshit et de marde (avec lesquels, il a eu lui-même à composer), je remercie monsieur Trenet d'avoir pu m'inculquer cette faculté du bonheur qui traverse la médiocrité, en criant: Y A D'LA JOIE!

C'est vrai qu'il y a de la joie... mais, de nos jours, ça nous prend toujours un bon coup de poignard dans le ventre pour nous en apercevoir, pour la sentir couler... et pour que le coeur-oiseau s'éclate dans les cartoons de l'enfance et frôle la nostalgie de l'aile, en s'abreuvant à la source même de ses larmes. Amen!

Ceci dit, j'ai oublié de vous parler de son dernier album: *Mon coeur s'envole*.

Plume Latraverse, chanteur au noir

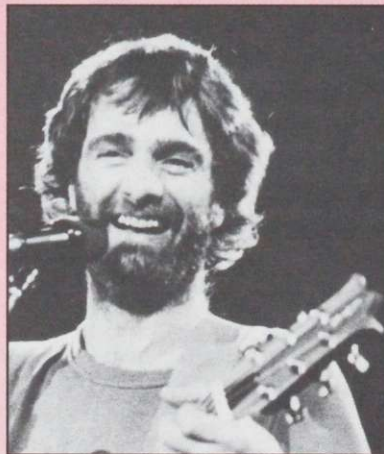


Photo Le Journal de Montréal



CINÉMA

Une sobriété de bon aloi

Le voleur d'enfants

Un film de Gianni Amelio. Avec Enrico Lo Verso, Valentina Scalici et Giuseppe Ieracitano.

Lors du dernier Festival des films du monde de Montréal, on a beaucoup parlé d'enfants, de conception, de la recherche du père, de l'éclatement de la famille. Le meilleur film traitant de ce thème fut indéniablement *Le voleur d'enfants*.

Ce n'est d'ailleurs pas

sans raison qu'il s'est mérité le Grand prix du jury et le Prix oecuménique, au Festival de Cannes.

Une mère prostituée jeune fille. À la connaissance du drame, un gendarme est chargé d'aller la reconduire avec son jeune frère dans une institution, en région «éloignée». Le gendarme est jeune, prospère, plein de projet, il représente «Monsieur tout-le-monde». Les jeu-

nes sont le rejet de notre société, ce que nous avons élaboré de plus abject. Arriva ce qui devait arriver. À leur contact, ils apprendront à se connaître, à s'approprier. Pendant un certain temps, il volera ces enfants, pour les amener à la plage, pour leur donner un peu de vie. Si peu. Des moments pourtant si forts.

Basé sur des dialogues simples, des images précises, ce film évite tout le côté moralisateur que le sujet permettait. Ces enfants sont dirigés avec une maîtrise qu'on a rarement

vue au cinéma. Lo Verso, qui apparaissait dans un autre film cette année, est un comédien montant et Amelio, une des valeurs sûres du cinéma italien actuel.

Avec quelques images de plus, quelques paroles supplémentaires, Amelio nous aurait tous fait pleurer. Il a su être sobre et s'arrêter au bon moment. C'est tout à son mérite. Un grand film, qui mérite d'être vu, qui pose le problème, sans prêcher de solutions.

Michel Tremblay

Le journalisme: pour quoi faire?

Comme d'habitude, le congrès annuel de la Fédération professionnelle des journalistes n'a pas fait la manchette. Un petit article dans les médias, amputé de l'appui donné par la FPJQ à ses journalistes en grève dans *Le Soleil*, et quelques chroniques dans *La Presse*.

Ce n'était pourtant pas faute de journalistes sur les lieux l'autre fin de semaine, au Château Frontenac. Ils étaient bien 400 à discuter en famille de l'exercice de leur métier.

À se demander, par exemple, qui peut être journaliste, que faire du «politiquement correct», ou encore à se questionner sur la place des pigistes dans les grandes boîtes d'information.

Et même à inviter les responsables des stratégies des comités du OUI et du NON, le ténébreux Fernand Lalonde et la volubile Louise Beaudoin, à venir commenter la couverture médiatique du référendum.

Le grand absent dans ces débats: le public, le seul maître que les journalistes doivent servir. Ce public au nom duquel les journalistes doivent s'interroger sur leur manière de faire leur métier.

Les acteurs des événements ne sont justement, comme on dit dans les médias, que des «sources» d'information qui ont, bien sûr, parfaitement le droit d'essayer de faire passer leurs messages de la manière qui leur soit le plus profitable. Le rôle des journalistes est de «traiter» ces messages, de les situer en

contexte, de faire ressortir les autres points de vue, de rétablir, s'il y a lieu, les faits.

Qu'importe que M. Lalonde ou Madame Beaudoin aient été satisfaits, ce qui compte, et c'est seulement ce qui compte, c'est de savoir si les citoyens ont reçu toute l'information nécessaire pour effectuer un choix éclairé.

On ne fait du journalisme ni pour soi, ni pour des sources, mais pour les citoyens. L'information est à la base de la démocratie et lorsqu'elle est mal faite, ou qu'elle est brimée, c'est la démocratie elle-même qui est remise en question.

Cette notion doit guider toute discussion sur ce métier vital pour la démocratie. On ne demande pas alors à des spécialistes de la manipulation, stratèges politiques ou relationnistes, de venir juger de l'état du journalisme et on n'affirme pas non plus, sous prétexte de protéger la liberté de presse, que n'importe qui peut, du jour au lendemain, devenir journaliste.

Là moins qu'ailleurs, il n'y a place pour l'ignorance, l'incompétence et l'improvisation.

Jacques Guay

FLASH

SOMALIE... CROYEZ-VOUS AU PÈRE NOËL ?



LECTURE

Rebelle Brel

Robert Blondin
Le sabot de Brel
Quinze, 1992,
340 pages

Brel est un nom vendeur. Pour quiconque a vibré au rythme de ses amours et a gloussé aux rimes de ses sarcasmes, apercevoir ce nom en couverture d'un roman fait tiquer: après tout, n'a-t-on pas eu le culot de faire de certaines de ses chansons des tubes-rock-caramel en américain et à l'américaine, déformation sacrilège de leur inspiration et de la vérité de sentiments qu'elles portaient à l'origine?

Heureusement, *Le sabot de Brel* n'est pas de cette farine. L'auteur y fait renaître allègrement une foule de personnages mis en chansons par le grand artiste belge pour réaliser une fresque étourdissante où chacun d'eux se retrouve dans un rôle qui correspond parfois à celui qu'on peut facilement lui imaginer, mais surtout, pas toujours!

C'est ainsi que l'on retrouve «la Mathilde» en pute qui a «fait» Amsterdam et qui est devenue châtelaine, après avoir délaissé ce pauvre Bélizangre du Fort de Belonzzio; et le Fernand, «enfermé

dans son cercueil sans aucun sanglot autour»; et la Frida, en écrivaine féministe, lesbienne et mère de Bonbon (hé oui! le travelo de la chanson du même nom!); et la Fanette, et les Singes, et Jef, et Jojo, Madeleine, Marieke (en mère de Brel!), l'orchestre de Knokke-le-Zoute, et une bigote, et le Bar des Trois Faisans, et encore des dizaines de ces clins d'oeil complices à la mémoire de celui à qui les Bourgeois veulent justement élever une statue!

Le roman s'ouvre sur une description magistrale de la folle cavalcade — ce jour-là — d'une horde de 400 chevaux de course, libérés dans Paris par le frère de Jacky. Or, c'est à cet animal que Brel s'identifiait volontiers et au nom duquel il s'est rebellé d'avoir été «déjumentisé, derrière, civilisé...»

La suite nous entraîne dans une recherche parfois émouvante, parfois érotique, souvent humoristique, du POURQUOI de ce geste libérateur extrémiste, car «contrairement à tant d'autres pays, la France cherche d'abord à comprendre avant de savoir.»

Brel lui-même aurait bien rigolé, et c'est bien là le plus important.

Jean-Pierre Paré



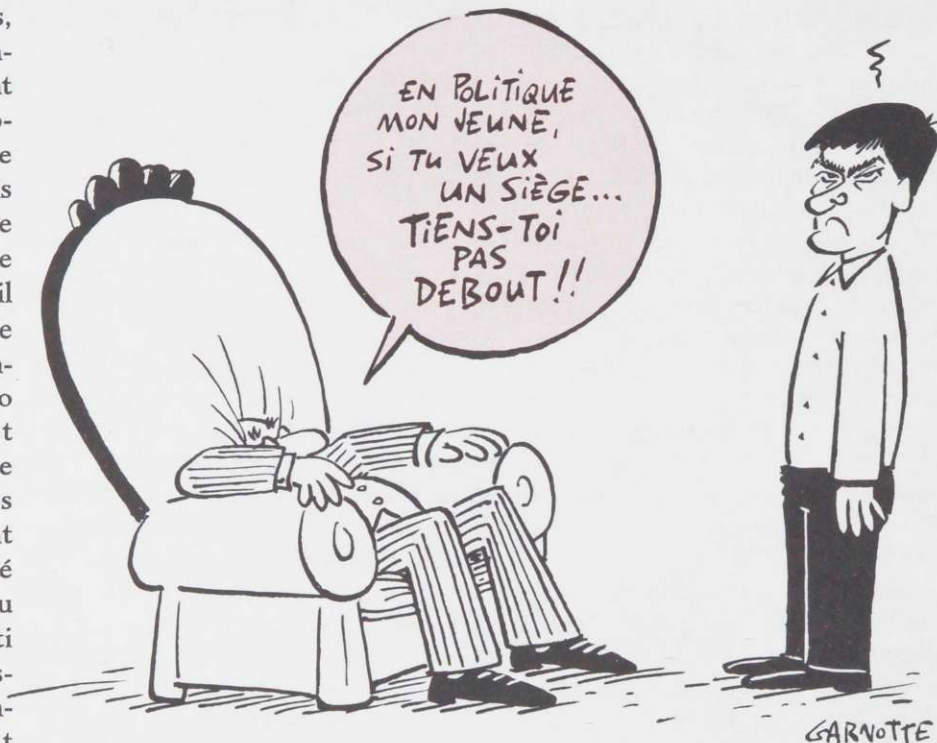
De nouveaux signes des temps?

Je croyais aisément que toute la jeunesse libérale, si frondeuse en apparence jusqu'à «l'entente» de Charlottetown l'été dernier, se rangerait sagement derrière les dinosaures du parti, en fin de compte. J'ai vu si souvent, dans ma vie, des jeunes piaffantes, au PLQ, rentrer vivement leurs pseudo-révoltes, que je ne m'attendais pas à autre chose cette fois-ci. Mais il y a un peu de nouveau, semble-t-il. Mario Dumont et une vingtaine de ses jeunes collègues ont abandonné leurs postes au sein du parti sur des questions de principes. C'est une bonne nouvelle.

Dumont n'a que 23 ans. Il commence à peine. La vie est longue. La politique corrompt si aisément, grâce au mélange le plus pernicieux qui soit chez les individus: un bon sens robuste et l'intérêt personnel (pécuniaire ou non, d'ailleurs). Le bon sens, qui parfois prémunit une personne contre un certain idéalisme, est d'autre part tout à fait compatible avec l'intérêt. Rien de tel que ce mélange pour faire un politicien typique. Mais il n'est pas dit que Dumont deviendra un tel politicien. Bornons-nous pour l'instant à enregistrer la bonne nouvelle.

On a vu quelquefois M. Dumont à la télévision. Il a l'air réfléchi, sensé, il est articulé. Il se

pose des questions, il explore, il ne conclut rien sur un coup de tête, il garde une attitude interrogative. Puis, ce qui est peut-être plus révélateur, il prend en fait des risques: son succès, presque garanti dans un parti où il ne remettait rien en ques-



Une nouvelle donne

En tout cas, rien n'est fermé chez ces jeunes gens, et c'est ce qui, pour l'instant, intéresse. J'aime voir venir quelque chose du côté des jeunes, et surtout des très jeunes, même si tout reste encore à voir.

Les gens, écrivent Dumont et ses codémisionnaires, «ne veulent pas entendre parler d'un processus politique où l'engagement n'a plus de sens.»

Un certain événement vient d'arriver, je croirais. Au reste, quelque chose se passe actuellement dans la jeunesse.

Juste à ce moment,

n'est pas assuré dans la voie qu'il a choisie. Prenons acte de tout cela (même si l'on s'interroge sur son fédéralisme, car on sait objectivement ce que vaut fatalement tout fédéralisme au Canada).

Rien n'est joué, toutefois. Dumont ne semble-t-il pas tout de même fondamentalement enclin à composer? Ceci est une pente qui peut mener loin. Les partis politiques sont souvent des lieux où la raison... et les bonnes raisons... arrivent à jouer à la longue un drôle de rôle: on finit par s'appuyer de plus en plus sur elles pour justifier des abandons. L'argent, ou le pouvoir, ou la facilité, n'ont pas nécessairement d'odeur, et la raison, guère d'odorat...

d'ailleurs, aujourd'hui 5 décembre, on apprend, par une étude réalisée auprès d'adolescents de 15 et 16 ans rapportée par *Le Devoir*, que leur estime va, par ordre, aux qualités et valeurs suivantes: 1. la détermination, le courage, la persévérance (remarqués chez divers athlètes et artistes); 2. l'altruisme, la lutte à l'injustice, le secours aux opprimés (et les adolescents citent René Lévesque, Mandela, Mère Teresa, Félix Leclerc). «Avant-gardistes» et marginaux n'arrivent à leurs yeux qu'au troisième rang. Les héros de l'adolescence, quoi, sont des héros. Malgré le monde actuel, dirait-on, et malgré ce qu'on pouvait imaginer. Voilà une bonne leçon de psychologie, même pour la politique.

En avoir. Ou pas.

Le grand Eric Lindros est un jeune homme bien élevé. C'est du moins ce que pense sa maman Bonnie, qui a pu lui éviter de jouer dans une ville de perdition comme Québec. Le plantureux contrat que lui ont consenti les Flyers de Philadelphie l'autorise à des gestes de bravoure hors du commun. C'est ainsi que dans un bar ontarien, il aurait pris son courage à deux mains et vidé une bouteille de bière sur la tête d'une jeune fille, après lui avoir craché au visage. Pour lui dire ensuite qu'avec ses millions, elle ne pourrait rien contre lui.

Ce qu'il en a...

Jusque-là, Bernard Valcourt ne s'était pas fait remarquer par autre chose qu'un dangereux penchant à faire de la haute vitesse à moto, aux petites heures du matin, sur les routes de son comté du Nouveau Brunswick, après avoir calé quelques gin tonic au bar voisin. Une malencontreuse embardée l'avait d'ailleurs éjecté du cabinet fédéral pendant de longs mois, après qu'il eut vu de trop près un poteau de clôture.

On lui reconnaissait quelque chose comme un franc parler et somme toute, il faisait plutôt sympathique à travers les dinosaures conservateurs issus de la dernière fournée électorale.

La semaine dernière, c'est comme s'il avait décidé de reprendre tout le temps qu'il a perdu à n'être pas connu. Et il l'a fait avec un courage et un aplomb qui n'ont rien à envier à ceux d'Eric Lindros.

Ce qu'il en a...

«Il est à peu près temps qu'un gouvernement ait assez de couilles pour faire face à la réalité», a clamé le vigoureux ministre. La voix stridente, l'écume à la bouche, l'éclair jaillissant au coin de l'oeil, le poing levé vers le ciel, on aurait pu croire que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration partait à l'assaut du déficit; qu'il s'était finalement rendu à l'évidence et avait décidé de retirer de la circulation le président de la Banque du Canada, John Crow; qu'il se lançait à la chasse aux compagnies qui, grassement subventionnées, ne paient pas leurs impôts; qu'il affrontait les profiteurs qui, jouissant de mille abris fiscaux, échappent à leur devoir de solidarité sociale.

Rien de tel. Il fallait à ce valeureux Valcourt des ennemis à la mesure de ses ambitions, une cause à la dimension de ses virils attributs. Comme le pays ne manque pas de chômeuses et de chômeurs, c'est à cette armée forte de près de deux millions de conscrits qu'il a décidé de s'en prendre.

«Viens-t-en, mon Larose!» a-t-il lancé au président de la CSN qui, dénonçant le projet fédéral, avait annoncé l'intention de la CSN de le contester devant les tribunaux. D'autres aussi en ont à revendre, de ce type de courage, et savent le reconnaître quand il se présente.

Par exemple, les vertus toutes viriles de Robert Bourassa et d'André Bourbeau ont toujours suscité l'envie chez ceux qui en n'ont pas. Voilà des hommes qui savent se tenir debout! M. Bourbeau, qui dirige d'une main de fer son régime de boubous-macoutes spécialisés dans les visites

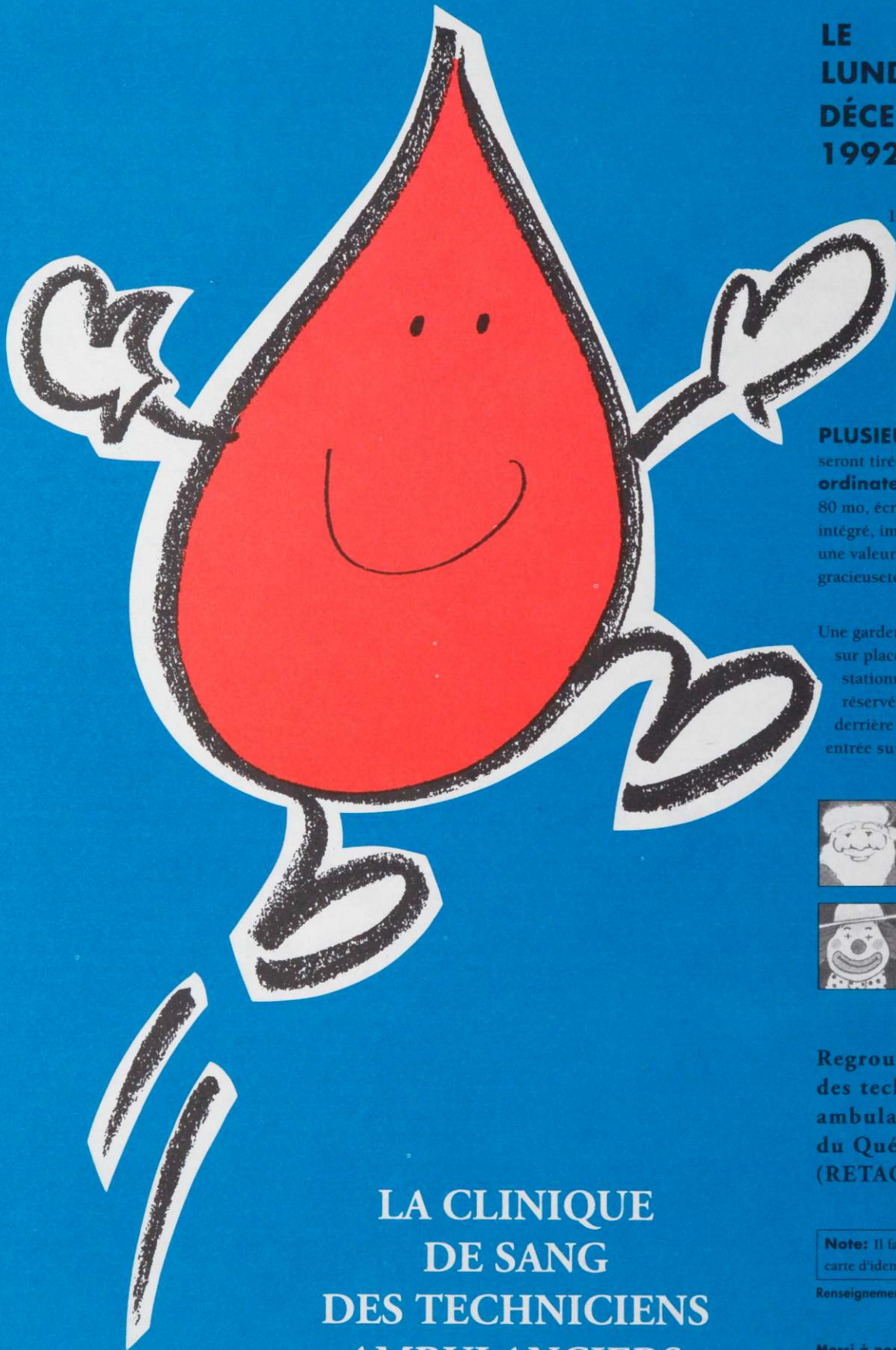


~ prompts chez des femmes prestataires du BS, ou chez un voisin, un curé, un médecin, un dépanneur, a bien accueilli les politiques fédérales. «Ça ne me fera pas pleurer», a affirmé le ministre qui en a vu bien d'autres.

M. Bourassa n'a pas été en reste. La statistique selon laquelle le Québec comptait 18% de sa population sous le seuil de la pauvreté ne l'a pas atterré. Courageusement, avec ce je-ne-sais-quoi dans le regard qui nous convainc qu'il a de la vision, il s'est attaqué ... à la méthode de calcul. Des milliers de pauvres se sont tout à coup mieux portés.

Parlant de vision. Peut-être étaient-ce les Valcourt, Bourassa et Bourbeau que ce vieux sage de Rabelais avait dans sa lorgnette quand il faisait constater à ses amis, il y a déjà plus de 450 ans, que «par le monde il y a beaucoup plus de couillons que d'hommes.»

C'EST BON POUR LA VIE!



LE
LUNDI **21**
DÉCEMBRE
1992 **10 h à 20 h**

Edifice de la CSN
1601, av. De Lorimier
Métro Papineau

PLUSIEURS PRIX

seront tirés dont un
ordinateur IBM PS/1,
80 mo, écran couleur, modem
intégré, imprimante incluse,
une valeur de 2 500 \$,
gracieuseté de Compucentre.

Une garderie sera disponible
sur place et des espaces de
stationnement seront
réservés aux participant-es
derrière l'édifice de la CSN,
entrée sur De Maisonneuve.



Invité spécial:
le Père Noël



Autre invité
spécial.
«le» clown

Regroupement
des techniciens
ambulanciers
du Québec
(RETAQ-CSN)



Note: Il faut être muni-e d'une
carte d'identité signée.

Renseignements: 598-2021

LA CLINIQUE
DE SANG
DES TECHNICIENS
AMBULANCIERS

Merci à nos commanditaires:

COMPUCENTRE ROGER JAGNON

